

Rapport trimestriel aux actionnaires
Résultats du troisième trimestre 2012

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2012

Rapport trimestriel aux actionnaires

Veillez vous reporter à la page 5 pour prendre connaissance des mises en garde au sujet des déclarations prospectives et des mesures financières non définies par les IFRS.

Il est possible d'obtenir des exemplaires du présent rapport en se rendant à l'adresse www.greatwestlifeco.com ou en communiquant avec le Service du secrétariat général au 204 946-4388.

La Great-West et la conception graphique de la clé sont des marques de commerce de La Great-West, compagnie d'assurance-vie.
London Life et Financière Liberté 55 sont des marques de commerce de la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie.
Canada-Vie et le symbole social sont des marques de commerce de La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie.

RAPPORT TRIMESTRIEL AUX ACTIONNAIRES

Résultats pour la période de neuf mois allant du 1^{er} janvier au 30 septembre 2012

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes en date du 30 septembre 2012 ont été approuvés par le conseil d'administration lors d'une réunion tenue aujourd'hui à Winnipeg.

Great-West Lifeco Inc. (Lifeco) a présenté ses résultats, qui font état d'un bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de 520 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2012, comparativement à 457 M\$ pour le troisième trimestre de 2011. Il s'agit là d'un bénéfice net de 0,547 \$ par action ordinaire pour le trimestre clos le 30 septembre 2012, comparativement à 0,481 \$ par action ordinaire pour la période correspondante de 2011.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires se chiffrait à 1 462 M\$, comparativement à 1 398 M\$ il y a un an. Ce montant représente 1,539 \$ par action ordinaire pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, comparativement à 1,473 \$ par action ordinaire pour la période correspondante de 2011.

L'actif administré consolidé au 30 septembre 2012 était de 532 G\$, en hausse de 30 G\$ par rapport au 31 décembre 2011.

Points saillants

- Le bénéfice net consolidé pour le trimestre s'est chiffré à 520 M\$, soit une hausse de 13,8 % par rapport au troisième trimestre de 2011, ce qui reflète la forte croissance du bénéfice observée dans tous les secteurs géographiques.
- Le montant total des primes et des dépôts de la Compagnie a augmenté de 8 % par rapport au troisième trimestre de 2011, en raison de la force soutenue du taux de maintien.
- Les souscriptions totales enregistrées par la Compagnie ont augmenté de 13 % par rapport au troisième trimestre de 2011, notamment en raison des facteurs suivants :
 - Pour le trimestre, les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle avec participation au Canada ont augmenté de 34 % et les souscriptions de régimes de retraite collectifs de l'unité Gestion du patrimoine ont enregistré une hausse de 41 % par rapport au troisième trimestre de 2011.
 - Les souscriptions de l'unité Services financiers aux États-Unis se sont chiffrées à 2,4 G\$ US pour le trimestre, soit une hausse de 46 % par rapport au troisième trimestre de 2011, ce qui traduit la vigueur continue des ventes des unités Marchés de l'Individuelle et Services de retraite.
 - Les souscriptions de produits de rentes immédiates enregistrées au Royaume-Uni pour le trimestre ont augmenté de 105 % par rapport au troisième trimestre de 2011, et de 31 % depuis le début de l'exercice par rapport à 2011.
 - Les entrées d'actifs nettes de Putnam pour le troisième trimestre de 2012 ont été de 602 M\$ US.
- Au cours du troisième trimestre, la division Réassurance de la Canada-Vie a conclu des ententes de rétrocession avec une compagnie d'assurance domiciliée au Royaume-Uni couvrant des blocs d'affaires fermés regroupant environ 1,2 million de polices d'assurance distribuées par l'entremise de banques en Espagne et environ 575 000 polices d'assurance distribuées par l'entremise de banques au Portugal.
- La Compagnie a tiré un produit de 200 M\$ de l'émission d'actions privilégiées perpétuelles à taux fixe de 4,80 % le 11 octobre 2012.
- Le rendement des capitaux propres de la Compagnie continue d'être le premier du secteur et se chiffre à 17,1 % en fonction du bénéfice net, et à 16,1 % en fonction du bénéfice opérationnel.

- La situation du capital de la Compagnie est demeurée très solide. Le ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (le MPRCE) de La Great-West, compagnie d'assurance-vie se chiffrait à 201 % au 30 septembre 2012.
- Les résultats au chapitre du crédit sont demeurés favorables. Aucun nouveau placement n'a subi de perte de valeur au cours du trimestre.
- La Compagnie a déclaré un dividende trimestriel de 0,3075 \$ par action ordinaire, payable le 31 décembre 2012.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

Le bénéfice net consolidé de Lifeco correspond au bénéfice net de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West), de la Corporation Financière Canada-Vie (la CFCV), de la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), de Great-West Life & Annuity Insurance Company (GWL&A) et de Putnam Investments, LLC (Putnam), à quoi s'ajoutent les résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

EXPLOITATION CANADIENNE

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 281 M\$ pour le troisième trimestre de 2012, comparativement à 235 M\$ pour le troisième trimestre de 2011. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires était de 777 M\$, comparativement à 742 M\$ pour la période correspondante de 2011.

Le total des souscriptions pour le troisième trimestre de 2012 a été de 2,0 G\$, comparativement à 1,9 G\$ en 2011. Les souscriptions de produits d'assurance individuelle ont augmenté de 17 % et les souscriptions de produits d'assurance collective ont diminué de 43 %, en raison de la baisse des souscriptions dans les marchés des grandes affaires. De plus, les souscriptions de régimes de retraite collectifs de l'unité Gestion du patrimoine ont augmenté de 41 % et les souscriptions de fonds de placement de détail exclusifs ont augmenté de 12 % par rapport au troisième trimestre de 2011. Le total des souscriptions pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 s'est chiffré à 6,6 G\$, un montant comparable à celui qui a été enregistré en 2011.

Le total de l'actif administré au 30 septembre 2012 se chiffrait à 136 G\$, comparativement à 129 G\$ au 31 décembre 2011.

EXPLOITATION AMÉRICAINE

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 87 M\$ pour le troisième trimestre de 2012, comparativement à 75 M\$ pour le troisième trimestre de 2011. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires était de 248 M\$, comparativement à 291 M\$ pour la période correspondante de 2011, montant qui comprenait une reprise de 55 M\$ sur une provision liée à des poursuites judiciaires concernant Putnam.

Pour le troisième trimestre de 2012, les souscriptions de l'unité Services financiers se sont chiffrées à 2,4 G\$ US, soit une hausse de 46 % par rapport au troisième trimestre de 2011, ce qui traduit la hausse des souscriptions enregistrée au sein des unités Services de retraite et Marchés de l'Individuelle. Les souscriptions ont atteint 6,9 G\$ US pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, comparativement à 5,3 G\$ US en 2011.

Au 30 septembre 2012, l'actif géré de Putnam se chiffrait à 127 G\$ US, comparativement à 114 G\$ US il y a un an. Les entrées d'actifs nettes pour le troisième trimestre de 2012 ont été de 602 M\$ US, comparativement à des sorties nettes de 1,5 G\$ US pour la période correspondante de 2011. Les sorties d'actifs nettes pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 ont été de 1,6 G\$ US, comparativement à des entrées nettes de 2,0 G\$ US il y a un an.

Au 30 septembre 2012, le total de l'actif administré par l'exploitation américaine se chiffrait à 324 G\$, comparativement à 303 G\$ au 31 décembre 2011.

EXPLOITATION EUROPÉENNE

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 165 M\$ pour le troisième trimestre de 2012, comparativement à 148 M\$ au troisième trimestre de 2011. Le bénéfice net pour le troisième trimestre de 2012 comprend l'incidence de nouvelles ententes de rétrocession d'assurance-vie, d'un montant de 24 M\$. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires a été de 466 M\$, comparativement à 381 M\$ pour la période correspondante de 2011. Les résultats de 2011 comprennent une provision de 84 M\$ liée aux catastrophes, constituée en raison des tremblements de terre survenus au Japon et en Nouvelle-Zélande.

Les souscriptions se sont chiffrées à 866 M\$ pour le troisième trimestre de 2012, comparativement à 1,3 G\$ en 2011. La diminution tient à un recul des souscriptions de produits d'épargne à prime unique à l'île de Man, en raison des fluctuations normales du nombre de grandes affaires. Cette diminution a été partiellement contrebalancée par de solides souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les souscriptions ont totalisé 2,4 G\$, comparativement à 3,3 G\$ en 2011, principalement en raison d'un recul des souscriptions de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni et à l'île de Man, ce qui traduit le ralentissement général sur le marché et les fluctuations normales du nombre de grandes affaires à l'île de Man. Cette diminution a été partiellement contrebalancée par de solides souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni.

Au 30 septembre 2012, le total de l'actif administré se chiffrait à 72 G\$, comparativement à 70 G\$ au 31 décembre 2011.

EXPLOITATION GÉNÉRALE

L'exploitation générale de Lifeco a enregistré une perte de 13 M\$ attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour le troisième trimestre de 2012, comparativement à une perte de 1 M\$ pour le troisième trimestre de 2011. Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est traduit par une perte de 29 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, comparativement à une perte de 16 M\$ pour la période correspondante de 2011.

DIVIDENDES TRIMESTRIELS

Lors de sa réunion d'aujourd'hui, le conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 0,3075 \$ par action sur les actions ordinaires de la Compagnie, payable le 31 décembre 2012 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 3 décembre 2012.

Les dividendes dont il est question ci-dessus sont des dividendes admissibles aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute loi provinciale similaire.

De plus, le conseil d'administration a approuvé le versement des dividendes trimestriels suivants :

- sur les actions privilégiées de premier rang, série F, à raison de 0,36875 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série G, à raison de 0,3250 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série H, à raison de 0,30313 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série I, à raison de 0,28125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série J, à raison de 0,3750 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série L, à raison de 0,353125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série M, à raison de 0,36250 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série N, à raison de 0,228125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série P, à raison de 0,3375 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série Q, à raison de 0,321875 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série R, à raison de 0,2663 \$ par action;

payables en entier le 31 décembre 2012 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 3 décembre 2012.



Le président et chef de la direction,
D. Allen Loney

Le 8 novembre 2012

RAPPORT DE GESTION

POUR LA PÉRIODE CLOSE LE 30 SEPTEMBRE 2012

DATÉ DU 8 NOVEMBRE 2012

Le présent rapport de gestion présente le point de vue de la direction sur la situation financière, les résultats opérationnels et les flux de trésorerie de Great-West Lifeco Inc. (Lifeco ou la Compagnie) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012, en comparaison avec les périodes correspondantes de 2011 et le trimestre clos le 30 juin 2012. Il consiste en des commentaires généraux suivis d'une analyse du rendement des trois principaux secteurs à présenter de Lifeco, soit les exploitations canadienne, américaine et européenne.

MODE DE PRÉSENTATION ET SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés de Lifeco, lesquels constituent la base des données présentées dans le présent rapport, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les IFRS), sauf indication contraire, et sont présentés en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire. Le présent rapport de gestion doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour la période close le 30 septembre 2012. Le lecteur est aussi prié de se reporter au rapport de gestion et aux états financiers consolidés annuels de 2011 figurant dans le rapport annuel de 2011 de la Compagnie.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion renferme des déclarations prospectives visant la Compagnie, ses activités commerciales, ses stratégies ainsi que sa performance et sa situation financières prévues. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, ou comprennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « compter », « croire », « estimer », d'autres expressions semblables ainsi que les formes négatives de ces termes. Par ailleurs, toute déclaration à l'égard de la performance financière future (y compris les produits, le bénéfice ou les taux de croissance), des stratégies ou des perspectives commerciales courantes et des mesures futures que pourrait prendre la Compagnie, notamment les déclarations qu'elle pourrait faire à l'égard des avantages qu'elle prévoit retirer des acquisitions et des dessaisissements, constitue également une déclaration prospective. Les déclarations prospectives sont fondées sur des prévisions et des projections à l'égard d'événements futurs qui étaient établies à la date des états financiers et sont, de par leur nature, assujetties, entre autres, à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses concernant la Compagnie, à des facteurs économiques et au secteur des services financiers dans son ensemble, y compris les secteurs de l'assurance et des fonds communs de placement. Ces déclarations ne garantissent pas la performance financière future. En fait, les événements et les résultats réels pourraient s'avérer sensiblement différents de ceux qui sont énoncés ou prévus dans les déclarations prospectives en raison, mais sans s'y limiter, d'importants facteurs comme le niveau des souscriptions, les primes reçues, les honoraires, les charges, les résultats au chapitre de la mortalité et de la morbidité, les taux de déchéance, les impôts, les conditions générales économiques, politiques et des marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, les taux d'intérêt et de change, les marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, les changements technologiques, les changements au plan de la réglementation gouvernementale, les changements liés aux méthodes comptables, l'incidence de l'application de modifications de méthodes comptables futures, les décisions judiciaires ou réglementaires inattendues, les catastrophes et la capacité de la Compagnie d'effectuer des opérations stratégiques et d'intégrer les entreprises acquises. Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs importants précités n'est pas exhaustive et qu'il existe d'autres facteurs, y compris ceux figurant dans les présentes aux rubriques Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle et Sommaire des estimations comptables critiques du rapport de gestion annuel de 2011 de la Compagnie ainsi que tous les facteurs mentionnés dans d'autres documents déposés auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières, lesquels peuvent être consultés à l'adresse www.sedar.com. Le lecteur est également invité à examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et à ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives. À moins que la loi applicable ne l'exige expressément, la Compagnie n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Le présent rapport de gestion comprend certaines mesures financières non définies par les IFRS qui sont désignées, sans s'y limiter, par les termes « bénéfice opérationnel », « taux de change constant », « primes et dépôts », « souscriptions » et d'autres expressions semblables. Les mesures financières non définies par les IFRS constituent, pour la direction et les investisseurs, des mesures additionnelles de la performance. Toutefois, ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et ne peuvent être comparées directement à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Se reporter aux rapprochements appropriés entre ces mesures et les mesures définies par les IFRS.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS CONSOLIDÉS

Principales données financières consolidées

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Aux et pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2012	30 juin 2012	30 sept. 2011	30 sept. 2012	30 sept. 2011
Primes et dépôts :					
Produits d'assurance-vie, de rentes garanties et d'assurance-maladie	4 940 \$	4 524 \$	4 392 \$	13 993 \$	12 959 \$
Équivalents des primes des régimes autofinancés (contrats SAS)	631	673	660	1 989	1 994
Dépôts des fonds distincts :					
Produits de l'Individuelle	1 490	1 436	1 975	4 485	5 516
Produits de la Collective	1 681	1 595	1 420	5 046	4 340
Dépôts des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	6 779	4 898	5 892	17 616	23 264
Total des primes et des dépôts	15 521	13 126	14 339	43 129	48 073
Honoraires et autres produits	720	734	704	2 178	2 163
Sommes versées ou créditées aux titulaires de police	6 607	5 979	6 826	17 329	16 703
Bénéfice opérationnel – détenteurs d'actions ordinaires	520	491	457	1 462	1 398
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	520	491	457	1 462	1 398
Par action ordinaire					
Bénéfice opérationnel	0,547 \$	0,517 \$	0,481 \$	1,539 \$	1,473 \$
Bénéfice de base	0,547	0,517	0,481	1,539	1,473
Dividendes versés	0,3075	0,3075	0,3075	0,9225	0,9225
Valeur comptable	13,01	12,97	12,46		
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires (sur les quatre derniers trimestres*)					
Bénéfice opérationnel net	16,1 %	15,8 %	16,7 %		
Bénéfice net	17,1 %	16,8 %	16,7 %		
Total de l'actif	249 043 \$	245 297 \$	237 048 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	131 604	129 028	124 343		
Total de l'actif géré	380 647	374 325	361 391		
Autres actifs administrés	151 604	149 258	131 853		
Total de l'actif administré	532 251 \$	523 583 \$	493 244 \$		
Total des capitaux propres	17 004 \$	16 692 \$	15 837 \$		

La Compagnie utilise le bénéfice opérationnel, une mesure financière non définie par les IFRS qui exclut l'incidence de certaines provisions liées à des litiges décrites à la note 30 des états financiers consolidés de la Compagnie au 31 décembre 2011.

* Le rendement des capitaux propres correspond au bénéfice net divisé par les capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires, calculé sur les quatre derniers trimestres.

BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net consolidé de Lifeco comprend le bénéfice net de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West) et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), Great-West Life & Annuity Insurance Company (GWL&A) et Putnam Investments, LLC (Putnam), ainsi que les résultats opérationnels de l'exploitation générale de Lifeco.

Le bénéfice net de Lifeco attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour le trimestre clos le 30 septembre 2012 s'est chiffré à 520 M\$, contre 457 M\$ il y a un an et 491 M\$ au trimestre précédent. Cela représente 0,547 \$ par action ordinaire (0,543 \$ après dilution) pour le troisième trimestre de 2012, comparativement à 0,481 \$ par action ordinaire (0,478 \$ après dilution) il y a un an et à 0,517 \$ par action ordinaire (0,513 \$ après dilution) au trimestre précédent.

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Lifeco s'est établi à 1 462 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, comparativement à 1 398 M\$ il y a un an, ce qui représente 1,539 \$ par action ordinaire (1,529 \$ après dilution) pour 2012, comparativement à 1,473 \$ par action ordinaire (1,461 \$ après dilution) il y a un an.

Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2012	30 juin 2012*	30 sept. 2011*	30 sept. 2012	30 sept. 2011*
Exploitation canadienne					
Assurance individuelle	83 \$	26 \$	104 \$	176 \$	252 \$
Gestion du patrimoine	82	80	14	230	187
Assurance collective	119	97	114	303	274
Exploitation générale canadienne	(3)	51	3	68	29
	281	254	235	777	742
Exploitation américaine					
Services financiers	91	91	86	269	268
Gestion d'actifs	(4)	(5)	(11)	(21)	23
Exploitation générale américaine	–	–	–	–	–
	87	86	75	248	291
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	104	108	106	318	328
Réassurance	61	56	45	151	57
Exploitation générale européenne	–	(4)	(3)	(3)	(4)
	165	160	148	466	381
Exploitation générale de Lifeco	(13)	(9)	(1)	(29)	(16)
Bénéfice opérationnel	520	491	457	1 462	1 398
Bénéfice net	520 \$	491 \$	457 \$	1 462 \$	1 398 \$

* Au cours de la période close le 30 septembre 2012, la Compagnie a réaffecté aux unités d'exploitation pertinentes certains éléments de l'impôt sur le résultat comptabilisés initialement dans les différents secteurs d'exploitation générale, afin de les harmoniser davantage avec les produits. Les chiffres correspondants tiennent compte des réaffectations, le cas échéant.

Le tableau ci-dessus présente un sommaire du bénéfice net de la Compagnie. Des commentaires additionnels sur le bénéfice net sont présentés à la rubrique Résultats opérationnels sectoriels.

Incidence des marchés

Taux d'intérêt

Au cours du troisième trimestre de 2012, les taux d'intérêt du gouvernement des pays dans lesquels la Compagnie exerce ses activités sont demeurés essentiellement inchangés, alors que les écarts de crédit se sont quelque peu resserrés. Les taux à court terme, qui ont une incidence plus importante sur les produits comportant des garanties de taux d'intérêt minimaux, sont demeurés essentiellement inchangés.

En Europe, les marges liées aux risques de réinvestissement ont diminué en raison d'une amélioration de l'appariement de l'actif et du passif, ce qui a donné lieu à une augmentation de 38 M\$ du bénéfice net. Au Canada et aux États-Unis, l'incidence sur le bénéfice net n'a pas été significative.

Marchés boursiers

Les marchés boursiers se sont raffermis au cours du troisième trimestre de 2012, ce qui a entraîné une augmentation du bénéfice net d'approximativement 7 M\$. La hausse des honoraires liés aux actifs découlant des fonds d'actions et la baisse du coût des garanties en cas de décès et à l'échéance ou des prestations de revenu sur certains produits de gestion du patrimoine offerts par la Compagnie ont grandement contribué à cette augmentation. Les fonds distincts offrant des prestations minimales garanties à la sortie n'ont pas eu d'incidence importante sur les résultats du troisième trimestre de 2012 en raison des programmes de couverture en place.

Révision des hypothèses actuarielles

Outre le montant de 38 M\$ susmentionné, la Compagnie a révisé un certain nombre d'autres hypothèses, ce qui a eu une incidence positive de 39 M\$ sur le bénéfice net du troisième trimestre de 2012. Cette augmentation découle principalement de l'amélioration au chapitre de la mortalité en matière d'assurance-vie, partiellement contrebalancée par l'augmentation des provisions liées au comportement des titulaires de police. Comparativement, une incidence positive de 58 M\$ sur le bénéfice net avait été enregistrée au troisième trimestre de 2011, et celle-ci comprenait l'incidence de l'adoption des normes de pratique actuarielle révisées à l'égard de la comptabilisation de l'amélioration au chapitre de la mortalité.

PRIMES ET DÉPÔTS ET SOUSCRIPTIONS

Les primes et les dépôts comprennent les primes liées aux produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque, les équivalents des primes des régimes autofinancés des contrats collectifs de services administratifs seulement (SAS), les dépôts des produits de fonds distincts de l'Individuelle et de la Collective, et les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs.

Les souscriptions comprennent la totalité des primes uniques et des primes récurrentes annualisées sur les produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque, les dépôts des produits de fonds distincts de l'Individuelle et de la Collective, les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs, et les dépôts des fonds communs de placement non exclusifs.

Primes et dépôts

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2012	30 juin 2012	30 sept. 2011	30 sept. 2012	30 sept. 2011
Exploitation canadienne					
Assurance individuelle	971 \$	992 \$	899 \$	2 889 \$	2 688 \$
Gestion du patrimoine	2 021	2 011	1 859	6 513	6 408
Assurance collective	1 860	1 858	1 781	5 573	5 354
	4 852	4 861	4 539	14 975	14 450
Exploitation américaine					
Services financiers	1 659	1 357	1 572	4 522	4 066
Gestion d'actifs	6 630	4 740	5 743	17 101	22 709
	8 289	6 097	7 315	21 623	26 775
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	1 180	1 227	1 565	3 454	4 226
Réassurance	1 200	941	920	3 077	2 622
	2 380	2 168	2 485	6 531	6 848
Total	15 521 \$	13 126 \$	14 339 \$	43 129 \$	48 073 \$

Souscriptions

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2012	30 juin 2012	30 sept. 2011	30 sept. 2012	30 sept. 2011
Exploitation canadienne	2 022 \$	2 073 \$	1 890 \$	6 620 \$	6 643 \$
Exploitation américaine	9 071	6 760	7 386	23 979	27 944
Exploitation européenne	866	828	1 279	2 449	3 263
Total	11 959 \$	9 661 \$	10 555 \$	33 048 \$	37 850 \$

Le tableau ci-dessus présente un sommaire des primes et dépôts et des souscriptions de la Compagnie. Des commentaires additionnels sur les primes et dépôts et les souscriptions sont présentés à la rubrique Résultats opérationnels sectoriels.

PRODUITS DE PLACEMENT NETS

Produits de placement nets

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2012	30 juin 2012	30 sept. 2011	30 sept. 2012	30 sept. 2011
Produits de placement gagnés (déduction faite des charges liées aux immeubles de placement)	1 402 \$	1 387 \$	1 316 \$	4 199 \$	4 095 \$
Recouvrement de (dotation à la provision pour) pertes sur créances sur les prêts et créances	15	–	(2)	15	11
Profits nets réalisés	27	60	34	134	119
Produits de placement réguliers	1 444	1 447	1 348	4 348	4 225
Frais de placement	(19)	(19)	(18)	(56)	(52)
Produits de placement nets réguliers	1 425	1 428	1 330	4 292	4 173
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	1 551	1 106	2 080	2 461	2 600
Produits de placement nets	2 976 \$	2 534 \$	3 410 \$	6 753 \$	6 773 \$

Au troisième trimestre de 2012, les produits de placement nets, qui comprennent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, ont diminué de 434 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les fluctuations des justes valeurs au troisième trimestre de 2012 se sont soldées par une augmentation de 1 551 M\$, comparativement à une augmentation de 2 080 M\$ au troisième trimestre de 2011. Au cours du trimestre, la juste valeur des obligations de la Compagnie a augmenté en raison du resserrement des écarts de crédit, et la juste valeur des actions de la Compagnie a augmenté en raison du raffermissement des marchés boursiers. Au troisième trimestre de 2012, la juste valeur des immeubles de placement a augmenté de 23 M\$, comparativement à 26 M\$ au troisième trimestre de 2011. La vigueur soutenue des fondamentaux immobiliers du portefeuille canadien de la Compagnie a donné lieu à des augmentations de 32 M\$ de la juste valeur, tandis que la juste valeur des immeubles de placement compris dans son portefeuille européen a essuyé un recul net de 9 M\$.

Au troisième trimestre de 2012, les produits de placement nets réguliers, qui excluent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, ont augmenté de 95 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète la croissance de l'actif investi et l'incidence des fluctuations des devises, liée principalement au repli du dollar canadien par rapport au dollar américain. La baisse des rendements des titres à revenu fixe en raison du maintien des faibles taux d'intérêt a toutefois contribué au recul de ses résultats. Les profits réalisés sur les titres disponibles à la vente se sont chiffrés à 19 M\$ au troisième trimestre de 2012, comparativement à 27 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits de placement nets pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 ont diminué de 20 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les fluctuations des justes valeurs pour la période de neuf mois se sont traduites par une augmentation de 2 461 M\$ en 2012, contre une augmentation de 2 600 M\$ en 2011. La réduction des taux d'intérêt a été moins marquée au cours des neuf premiers mois de 2012 qu'à la période correspondante de 2011, ce qui a donné lieu à une hausse moins importante de la juste valeur des placements en obligations en 2012, laquelle a été quelque peu contrebalancée par la hausse de la juste valeur des actions en raison du raffermissement des marchés boursiers. La juste valeur des immeubles de placement a augmenté de 91 M\$ en 2012 par rapport à 127 M\$ à la période correspondante de 2011. Les produits de placement nets réguliers ont augmenté de 119 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour le trimestre. Les profits réalisés sur les titres disponibles à la vente se sont chiffrés à 106 M\$ pour les neuf premiers mois de 2012, comparativement à 97 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits de placement nets enregistrés au troisième trimestre de 2012 ont été supérieurs à ceux du deuxième trimestre de 2012, essentiellement en raison d'augmentations nettes de la juste valeur de 1 551 M\$ au cours du troisième trimestre de 2012, comparativement à une augmentation nette de 1 106 M\$ au trimestre précédent. La juste valeur des placements en actions de la Compagnie a augmenté au cours du troisième trimestre de 2012, alors qu'elle avait diminué au deuxième trimestre de 2012, en raison des fluctuations des marchés des actions.

Marchés du crédit

Au troisième trimestre de 2012, des hausses liées à la valeur de marché nette de titres ayant fait l'objet d'une perte de valeur, y compris les cessions effectuées au cours du trimestre, et la reprise d'une provision liée au portefeuille de prêts hypothécaires se sont traduites par une incidence favorable de 21 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires. Aucun titre n'a fait l'objet d'une nouvelle perte de valeur au cours du trimestre.

Au troisième trimestre de 2012, la modification des notations de crédit du portefeuille d'obligations de la Compagnie a donné lieu à une augmentation nette des provisions pour pertes sur créances futures à l'égard des passifs relatifs aux contrats d'assurance, ce qui a eu une incidence défavorable de 7 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, des hausses liées à la valeur de marché nette de titres ayant fait l'objet d'une perte de valeur, y compris les cessions effectuées au cours de la période, et la reprise d'une provision liée au portefeuille de prêts hypothécaires se sont traduites par une incidence favorable de 32 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires. Les nouvelles pertes de valeur survenues depuis le début de l'exercice étaient négligeables et ont eu une incidence minimale sur le bénéfice net.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, la modification des notations de crédit du portefeuille d'obligations de la Compagnie a donné lieu à une augmentation nette des provisions pour pertes sur créances futures à l'égard des passifs relatifs aux contrats d'assurance, ce qui a eu une incidence défavorable de 15 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires.

HONORAIRES ET AUTRES PRODUITS

En plus d'offrir des produits d'assurance fondés sur le risque traditionnels, la Compagnie offre certains produits suivant le principe de l'utilisateur payeur. Les plus importants produits de ce groupe sont les fonds distincts et les fonds communs de placement, pour lesquels la Compagnie reçoit des honoraires de gestion de placements liés à l'actif géré et d'autres honoraires, et les contrats SAS, en vertu desquels la Compagnie fournit des services administratifs relativement aux prestations d'assurance collective au prix coûtant majoré.

Honoraires et autres produits

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2012	30 juin 2012	30 sept. 2011	30 sept. 2012	30 sept. 2011
Exploitation canadienne					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	235 \$	232 \$	231 \$	706 \$	710 \$
Contrats SAS	36	38	38	112	112
	271	270	269	818	822
Exploitation américaine					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	304	306	296	912	928
Exploitation européenne					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	145	158	139	448	413
Total des honoraires et autres produits	720 \$	734 \$	704 \$	2 178 \$	2 163 \$

Le tableau ci-dessus présente un sommaire des honoraires et autres produits de la Compagnie sur une base brute. Des commentaires additionnels sur les honoraires et autres produits sont présentés à la rubrique Résultats opérationnels sectoriels.

SOMMES VERSÉES OU CRÉDITÉES AUX TITULAIRES DE POLICE

Sommes versées ou créditées aux titulaires de police

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2012	30 juin 2012	30 sept. 2011	30 sept. 2012	30 sept. 2011
Exploitation canadienne	2 733 \$	2 681 \$	2 950 \$	7 599 \$	7 716 \$
Exploitation américaine	1 246	1 025	1 433	3 274	3 273
Exploitation européenne	2 628	2 273	2 443	6 456	5 714
Total	6 607 \$	5 979 \$	6 826 \$	17 329 \$	16 703 \$

Les sommes versées ou créditées aux titulaires de police comprennent les règlements des sinistres liés à l'assurance-vie et à l'assurance-maladie, les rachats de police, les rentes, les versements échus, les paiements des garanties à l'égard des fonds distincts et les participations des titulaires de police et les bonifications, ainsi que la variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement. La variation des passifs relatifs aux contrats comprend l'incidence des variations de la juste valeur de certains actifs investis couvrant ces passifs ainsi que les variations de la provision pour pertes sur créances futures. Cependant, ces montants ne tiennent pas compte des prestations liées aux contrats SAS, des paiements liés aux fonds distincts ou aux fonds communs de placement.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2012, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de police se sont chiffrées à 6,6 G\$, y compris un montant de 4,2 G\$ au titre des paiements de prestations aux titulaires de police et un montant de 2,4 G\$ attribuable à la hausse des passifs relatifs aux contrats d'assurance. La diminution de 219 M\$ par rapport à la période correspondante de 2011 comprend une diminution de 377 M\$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance, qui s'explique essentiellement par les ajustements à la juste valeur de ces passifs en raison de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe, ce qui a été contrebalancé en partie par une augmentation de 158 M\$ des paiements de prestations.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de police se sont chiffrées à 17,3 G\$, y compris un montant de 13,1 G\$ au titre des paiements de prestations aux titulaires de police et un montant de 4,2 G\$ attribuable à la hausse des passifs relatifs aux contrats d'assurance. L'augmentation de 626 M\$ par rapport à la période correspondante de 2011 comprend une augmentation de 542 M\$ des paiements de prestations et une augmentation de 84 M\$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance, qui s'expliquent essentiellement par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance en raison de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe.

Par rapport au trimestre précédent, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de police ont augmenté de 628 M\$. L'augmentation est constituée d'une hausse de 692 M\$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance, qui s'explique essentiellement par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance en raison de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe, partiellement contrebalancés par une diminution de 64 M\$ des paiements de prestations.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Au troisième trimestre de 2012, la Compagnie avait un taux d'imposition effectif de 18 %, comparativement à 12 % au trimestre précédent et à 10 % au troisième trimestre de 2011. Les taux d'imposition effectifs sont généralement inférieurs au taux d'imposition de la Compagnie prévu par la loi, qui se chiffre à 26,5 %, en raison des avantages fiscaux liés aux produits de placement non imposables et aux taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers.

Le taux d'imposition effectif pour le troisième trimestre est supérieur à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, car au troisième trimestre de 2011, une plus forte proportion du résultat de la Compagnie était non imposable ou assujettie à des taux d'imposition moins élevés, dans des territoires étrangers.

La Compagnie avait un taux d'imposition effectif de 14 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, comparativement à un taux de 16 % pour la période correspondante de 2011. Au cours du deuxième trimestre de 2012, la Compagnie a conclu une entente de vérification avec l'Agence du revenu du Canada (l'ARC). L'entente a réglé plusieurs questions en suspens, y compris le prix de transfert et d'autres questions de fiscalité internationale pour les exercices 2004 à 2011. La Compagnie a constitué des provisions au titre de l'impôt incertain pour ces éléments, ce qui a eu, au moment de la reprise, une incidence positive de 47 M\$ et a occasionné une réduction de 2 % du taux d'imposition effectif pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012.

Le taux d'imposition effectif au troisième trimestre était plus élevé qu'au deuxième trimestre de 2012, principalement en raison de l'entente susmentionnée avec l'ARC, qui a permis de réduire de 8 % le taux d'imposition effectif de la Compagnie pour le deuxième trimestre.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

Actif administré

	30 septembre 2012			Total
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	
Actif				
Actif investi	58 126 \$	29 261 \$	32 067 \$	119 454 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 093	1 697	1 690	8 480
Autres actifs	3 778	2 934	12 871	19 583
Actif net des fonds distincts	52 488	23 350	25 688	101 526
Total de l'actif	119 485	57 242	72 316	249 043
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	3 523	128 081	–	131 604
Total de l'actif géré	123 008	185 323	72 316	380 647
Autres actifs administrés	12 907	138 595	102	151 604
Total de l'actif administré	135 915 \$	323 918 \$	72 418 \$	532 251 \$
	31 décembre 2011			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Actif				
Actif investi	56 374 \$	27 403 \$	30 851 \$	114 628 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 089	1 769	1 697	8 555
Autres actifs	3 453	3 050	12 500	19 003
Actif net des fonds distincts	49 622	22 359	24 601	96 582
Total de l'actif	114 538	54 581	69 649	238 768
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	3 318	122 072	–	125 390
Total de l'actif géré	117 856	176 653	69 649	364 158
Autres actifs administrés	11 458	126 247	102	137 807
Total de l'actif administré	129 314 \$	302 900 \$	69 751 \$	501 965 \$

Au 30 septembre 2012, le total de l'actif administré avait augmenté de 30,3 G\$ par rapport au 31 décembre 2011. L'actif investi a augmenté de 4,8 G\$, ce qui reflète la croissance des affaires et les profits réalisés sur le marché. L'actif net des fonds distincts a augmenté de 4,9 G\$ et l'actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels a augmenté de 6,2 G\$, essentiellement en raison des profits sur le marché. Les autres actifs administrés ont augmenté de 13,8 G\$, ce qui s'explique essentiellement par les nouvelles souscriptions de régimes et l'amélioration des marchés boursiers aux États-Unis.

GOODWILL, IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET AUTRES ACTIFS

Le goodwill et les immobilisations incorporelles de la Compagnie ont principalement trait à ses acquisitions de la London Life, de la Canada-Vie et de Putnam. Conformément aux IFRS, la Compagnie doit évaluer à la fin de chaque période de présentation s'il existe une indication qu'un actif puisse être déprécié et soumettre le goodwill et les immobilisations incorporelles à un test de dépréciation au moins une fois l'an. Les autres actifs comprennent un montant de 1,1 G\$ relatif aux actifs d'impôt différé, qui sont tributaires des bénéfices imposables futurs de Putnam et des occasions de planification fiscale. Le processus annuel de planification financière de la Compagnie constitue une base importante pour l'évaluation du goodwill, des immobilisations incorporelles et des actifs d'impôt différé.

Provision pour pertes sur créances futures

À titre d'élément des passifs relatifs aux contrats d'assurance, le total de la provision pour pertes sur créances futures est déterminé conformément aux normes de pratique actuarielle canadiennes et comprend des provisions pour couvrir les écarts défavorables.

Au 30 septembre 2012, le total de la provision pour pertes sur créances futures comprise dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance se chiffrait à 2 508 M\$, comparativement à 2 500 M\$ au 31 décembre 2011, soit une augmentation de 8 M\$, laquelle reflète essentiellement la baisse des taux d'intérêt combinée aux fluctuations des devises, aux fluctuations des notations de crédit et aux résultats des activités normales.

Les provisions pour perte de valeur de 113 M\$ (237 M\$ au 31 décembre 2011) et les provisions de 2 508 M\$ (2 500 M\$ au 31 décembre 2011) pour pertes sur créances futures liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance représentaient ensemble 2,4 % des obligations et des actifs hypothécaires au 30 septembre 2012 (2,6 % au 31 décembre 2011).

Titres de créance de gouvernements

	Valeur comptable selon la notation, au 30 septembre 2012					Total*	Coût amorti*
	AAA	AA	A	BBB	BB ou inférieure		
Canada	8 918 \$	3 484 \$	2 517 \$	– \$	– \$	14 919 \$	13 302 \$
Royaume-Uni	9 001	829	145	467	–	10 442	9 353
États-Unis	5 951	1 132	124	10	–	7 217	6 749
	23 870	5 445	2 786	477	–	32 578	29 404
Portugal	–	–	–	–	8	8	10
Irlande	–	–	–	91	–	91	88
Italie	–	–	32	–	–	32	36
Grèce	–	–	–	–	–	–	–
Espagne	–	–	–	17	–	17	22
	–	–	32	108	8	148	156
Allemagne	841	9	–	–	–	850	809
France	405	33	–	–	–	438	412
Pays-Bas	492	–	–	–	–	492	453
Autriche	152	–	–	–	–	152	152
Australie	79	–	–	–	–	79	78
Obligations supranationales	899	–	–	–	–	899	800
Autres (8 pays)	328	85	–	19	–	432	408
	3 196	127	–	19	–	3 342	3 112
Total	27 066 \$	5 572 \$	2 818 \$	604 \$	8 \$	36 068 \$	32 672 \$

* Comprend certains fonds détenus par des assureurs cédants d'une valeur comptable de 3 246 M\$ et d'un coût amorti de 2 942 M\$.

Au 30 septembre 2012, la Compagnie détenait des titres de créance de gouvernements et d'organismes gouvernementaux (y compris certains actifs présentés comme des fonds détenus par des assureurs cédants) dont la valeur comptable globale s'établissait à 36,1 G\$, comparativement à 36,2 G\$ au 30 juin 2012. Le portefeuille comprend des titres de créance émis par les gouvernements du Portugal, de l'Irlande, de l'Italie et de l'Espagne dont la valeur comptable globale s'établissait à 148 M\$, soit une diminution par rapport à 208 M\$ au 30 juin 2012 en raison des cessions et des fluctuations des devises, le dollar canadien s'étant raffermi par rapport à l'euro. La Compagnie ne détient aucun titre de créance émis par le gouvernement de la Grèce.

Titres de créance de banques et d'autres institutions financières

	Valeur comptable selon la notation, au 30 septembre 2012						Coût amorti*
	AAA	AA	A	BBB	BB ou inférieure	Total*	
Canada	65 \$	465 \$	1 013 \$	136 \$	– \$	1 679 \$	1 585 \$
Royaume-Uni	214	670	1 398	719	497	3 498	3 464
États-Unis	–	1 527	1 972	693	9	4 201	3 859
	279	2 662	4 383	1 548	506	9 378	8 908
Portugal	–	–	–	–	–	–	–
Irlande	–	–	–	63	4	67	96
Italie	–	–	55	68	–	123	149
Grèce	–	–	–	–	–	–	–
Espagne**	66	–	46	137	–	249	281
	66	–	101	268	4	439	526
Allemagne	2	41	50	1	–	94	88
France	68	120	183	157	–	528	543
Pays-Bas	–	186	172	–	48	406	398
Australie	111	278	157	60	–	606	588
Autres (12 institutions)	15	71	280	139	11	516	498
	196	696	842	357	59	2 150	2 115
Total	541 \$	3 358 \$	5 326 \$	2 173 \$	569 \$	11 967 \$	11 549 \$

	Valeur comptable selon le rang, au 30 septembre 2012							Coût amorti*
	Titres couverts	Créances de premier rang	Créances de second rang	Capital de deuxième catégorie de la tranche supérieure	Titres de capital conditionnel	Capital conditionnel	Total*	
Canada	71 \$	960 \$	283 \$	78 \$	287 \$	– \$	1 679 \$	1 585 \$
Royaume-Uni	246	1 523	815	421	307	186	3 498	3 464
États-Unis	350	2 772	869	–	210	–	4 201	3 859
	667	5 255	1 967	499	804	186	9 378	8 908
Portugal	–	–	–	–	–	–	–	–
Irlande	63	–	–	–	4	–	67	96
Italie	29	26	16	–	52	–	123	149
Grèce	–	–	–	–	–	–	–	–
Espagne**	71	–	110	34	34	–	249	281
	163	26	126	34	90	–	439	526
Allemagne	43	–	51	–	–	–	94	88
France	162	114	121	35	96	–	528	543
Pays-Bas	–	305	39	25	37	–	406	398
Australie	122	304	141	–	39	–	606	588
Autres (12 institutions)	31	201	157	87	40	–	516	498
	358	924	509	147	212	–	2 150	2 115
Total	1 188 \$	6 205 \$	2 602 \$	680 \$	1 106 \$	186 \$	11 967 \$	11 549 \$

* Comprend certains fonds détenus par des assureurs cédants d'une valeur comptable de 2 929 M\$ et d'un coût amorti de 2 720 M\$.

** L'exposition de la Compagnie aux institutions financières espagnoles a été réduite après le troisième trimestre de 2012. L'offre publique d'achat de la Compagnie relative aux titres de créance de second rang d'une institution financière espagnole a été acceptée en date du 2 novembre 2012, pour un produit dont la valeur comptable avoisine 57 M\$ au 30 septembre 2012 (coût amorti de 65 M\$).

Au 30 septembre 2012, la Compagnie détenait des titres de créance de banques et d'autres institutions financières (y compris certains actifs présentés comme des fonds détenus par des assureurs cédants) dont la valeur comptable globale s'établissait à 12,0 G\$, ce qui représente une hausse par rapport au montant de 11,6 G\$ enregistré au 30 juin 2012, car la hausse des valeurs de marché compense amplement l'incidence des fluctuations des devises. Ce portefeuille comprend des titres de créance de 439 M\$ émis par des banques et d'autres institutions financières domiciliées en Irlande, en Italie et en Espagne, une hausse par rapport à 408 M\$ au 30 juin 2012 qui s'explique par l'appréciation des valeurs de marché. Les titres espagnols, d'un montant de 249 M\$, comprennent des obligations libellées en livres sterling d'un montant de 176 M\$ émises par les filiales d'institutions financières espagnoles réglementées par la Financial Services Authority (la FSA) et domiciliées au Royaume-Uni. La Compagnie ne détient pas de titres émis par des banques et d'autres institutions financières domiciliées en Grèce ou au Portugal.

Au 30 septembre 2012, 95 % de la valeur comptable de 12 G\$ des titres de créance de banques et d'autres institutions financières se rapportait à des titres de première qualité.

Au 30 septembre 2012, 2,8 % de l'actif investi de la Compagnie, y compris certains fonds détenus par des assureurs cédants, était composé d'obligations de gouvernements et d'institutions financières de pays de la zone euro.

PASSIF

Total du passif

	30 sept. 2012	31 déc. 2011
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	118 650 \$	115 512 \$
Autres passifs du fonds général	11 863	10 570
Contrats d'assurance et d'investissement au titre des porteurs de parts	101 526	96 582
Total	232 039 \$	222 664 \$

Le total du passif a augmenté de 9,4 G\$, passant de 222,7 G\$ au 31 décembre 2011 à 232,0 G\$ au 30 septembre 2012. Les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ont augmenté de 3,1 G\$, essentiellement en raison de l'incidence de la réduction des taux d'intérêt sur les titres à revenu fixe. Les autres passifs du fonds général ont augmenté de 1,3 G\$, principalement en raison de l'augmentation des conventions de rachat au sein de l'exploitation américaine. Les contrats d'assurance et d'investissement au titre des porteurs de parts ont augmenté de 5,0 G\$, essentiellement en raison des hausses de la juste valeur des placements.

Garanties de placement liées aux produits de gestion du patrimoine

La Compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers, des produits unitaires à profit et des produits de rentes variables qui procurent certaines garanties liées aux valeurs de marché des fonds de placement. Les produits de prestations minimales garanties à la sortie de la Compagnie offrent divers niveaux de garantie en cas de décès et à l'échéance. Au 30 septembre 2012, les produits de prestations minimales garanties à la sortie en vigueur au Canada, aux États-Unis, en Irlande et en Allemagne représentaient 1 784 M\$ (1 256 M\$ au 31 décembre 2011). La Compagnie dispose d'un programme de couverture pour gérer certains risques associés aux options incorporées à ses produits de prestations minimales garanties à la sortie.

Exposition au risque inhérent aux garanties liées aux fonds distincts

	Valeur de marché	30 septembre 2012			
		Insuffisance des placements par type de prestations			
		Revenu	Échéance	Décès	Total*
Exploitation canadienne	23 672 \$	– \$	31 \$	195 \$	195 \$
Exploitation américaine	7 186	–	–	59	59
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	2 474	–	43	45	45
Réassurance**	994	563	1	30	595
	3 468	563	44	75	640
Total	34 326 \$	563 \$	75 \$	329 \$	894 \$

* Le titulaire ne peut recevoir une rente immédiate au titre d'une police que si l'un des trois événements suivants survient : le choix de prestations de revenu, l'échéance ou le décès. Le total de l'insuffisance mesure l'exposition à un moment précis, en supposant que l'événement le plus dispendieux survienne le 30 septembre 2012 pour chaque police.

** L'exposition de l'unité Réassurance est liée aux marchés canadien et américain.

L'insuffisance des placements mesure l'exposition, à un moment donné, à un événement déclencheur (soit le choix de prestations de revenu, l'échéance ou le décès), en supposant qu'il survienne le 30 septembre 2012. Le coût réel pour la Compagnie dépendra de la survenance de l'élément déclencheur et des valeurs de marché à ce moment. Les sinistres réels avant impôt liés à ces garanties se sont chiffrés à environ 17 M\$ pour le trimestre et 32 M\$ depuis le début de l'exercice, la majeure partie de ces sinistres étant issue de l'exploitation européenne.

CAPITAL SOCIAL ET SURPLUS

Au 30 septembre 2012, le capital social en circulation se chiffrait à 8 176 M\$, dont 5 832 M\$ d'actions ordinaires, 1 864 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif et 480 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans.

Au 30 septembre 2012, 949 914 440 actions ordinaires de la Compagnie d'une valeur attribuée de 5 832 M\$ étaient en circulation, comparativement à 949 764 141 actions ordinaires d'une valeur attribuée de 5 828 M\$ au 31 décembre 2011.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, aucune action ordinaire n'a été rachetée aux fins d'annulation aux termes de l'offre de rachat de la Compagnie dans le cours normal de ses activités. En vertu de son régime d'options sur actions, la Compagnie a émis 150 299 actions pour un produit total de 2,8 M\$, soit une moyenne de 18,88 \$ par action.

Le 10 février 2012, la Compagnie a émis 10 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles à taux fixe de premier rang et à dividende non cumulatif de 5,40 % de série P, pour un produit brut de 250 M\$ dans le cadre d'un placement qui a pris fin le 22 février 2012.

Le 28 juin 2012, la Compagnie a émis 8 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles à taux fixe de premier rang et à dividende non cumulatif de 5,15 % de série Q, pour un produit brut de 200 M\$ dans le cadre d'un placement qui a pris fin le 6 juillet 2012.

Le 3 octobre 2012, la Compagnie a émis 8 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles à taux fixe de premier rang et à dividende non cumulatif de 4,80 % de série R, pour un produit de 200 M\$ dans le cadre d'un placement qui a pris fin le 11 octobre 2012.

Titres de la Fiducie de capital Canada-Vie (CLiCS) – La Fiducie de capital Canada-Vie (FCCV), une fiducie constituée par la Canada-Vie, a racheté la totalité de ses CLiCS de série A d'un montant en capital de 300 M\$ le 29 juin 2012, à la valeur nominale. Lifeco détenait auparavant une tranche de 122 M\$ de ces CLiCS à titre de placement à long terme.

Titres de la Fiducie de capital Great-West (GREATs) – Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, la Fiducie de capital Great-West (la FCGW) peut racheter les GREATs, en tout ou en partie, en tout temps, lesquels sont remboursables par anticipation à la valeur nominale le 31 décembre 2012.

Le 14 septembre 2012, la FCGW, fiducie constituée par la Great-West, a annoncé qu'elle a l'intention de racheter, à la valeur nominale, la totalité de ses GREATs de série A en circulation d'un montant en capital de 350 M\$ le 31 décembre 2012.

PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les participations ne donnant pas le contrôle de la Compagnie incluent le surplus attribuable aux comptes de participation de filiales et les participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales.

LIQUIDITÉS, GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL

LIQUIDITÉS

La Compagnie finance elle-même une grande partie de ses besoins en liquidités en appariant ses obligations à court terme aux fonds générés à l'interne et en conservant une quantité adéquate de placements liquides. Au 30 septembre 2012, Lifeco détenait de la trésorerie et des placements à court terme auprès de gouvernements d'un montant de 5,6 G\$ (5,5 G\$ au 31 décembre 2011) et des obligations d'État d'un montant de 25,4 G\$ (25,1 G\$ au 31 décembre 2011). La Compagnie détient une somme de 0,7 G\$ (0,6 G\$ au 31 décembre 2011) détenue directement par la société de portefeuille. La Compagnie a généré un montant additionnel de 0,2 G\$ au moyen de l'émission d'actions privilégiées perpétuelles à 4,80 % de série R de Lifeco, dans le cadre d'un placement qui a commencé le 3 octobre 2012 et a pris fin le 11 octobre 2012. De plus, la Compagnie dispose d'une marge de crédit de 200 M\$ auprès d'une banque à charte canadienne.

Le 18 octobre 2012, la Compagnie a renouvelé, pour trois ans, une facilité d'emprunt à terme non renouvelable de 304 M\$ US pour Putnam, qui est garantie par Lifeco.

La Compagnie n'a aucune politique officielle en matière de dividendes sur les actions ordinaires. Les dividendes sur les actions ordinaires en circulation de la Compagnie sont déclarés et versés à la discrétion exclusive du conseil d'administration de la Compagnie. La décision de déclarer un dividende sur les actions ordinaires de la Compagnie tient compte de plusieurs facteurs, y compris le bénéfice, la suffisance du capital et la disponibilité des liquidités. La capacité de la Compagnie, à titre de société de portefeuille, à verser des dividendes dépend de la capacité de ses filiales en exploitation à lui verser des dividendes. Les filiales en exploitation de la Compagnie sont assujetties à la réglementation en vigueur dans un certain nombre de territoires, chacun ayant sa propre façon de calculer le montant de capital qui doit être détenu relativement aux différentes activités menées par ces filiales. Les exigences imposées par les autorités de réglementation dans un territoire donné peuvent varier de temps à autre et, par conséquent, avoir une incidence sur la capacité des filiales en exploitation de verser des dividendes à la Compagnie.

FLUX DE TRÉSORERIE

Flux de trésorerie

	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Opérations	1 494 \$	1 442 \$	3 375 \$	3 576 \$
Financement	(204)	(417)	(692)	(954)
Investissement	(1 125)	(871)	(2 837)	(2 580)
	165	154	(154)	42
Incidence des fluctuations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(33)	70	(31)	72
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	132	224	(185)	114
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	1 739	1 730	2 056	1 840
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	1 871 \$	1 954 \$	1 871 \$	1 954 \$

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sur une base consolidée, notamment les primes reçues, les produits de placement nets et les honoraires, constituent la principale source de fonds pour la Compagnie. De façon générale, ces fonds servent principalement au paiement des prestations, des participations des titulaires de police et des sinistres, ainsi que des charges opérationnelles et des commissions. Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles sont principalement investis pour couvrir les besoins en liquidités liés aux obligations futures. Les activités de financement comprennent l'émission et le rachat d'instruments de capital ainsi que les dividendes et les versements d'intérêts connexes.

Au troisième trimestre, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 132 M\$ par rapport au 30 juin 2012. Au cours du troisième trimestre de 2012, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles se sont chiffrés à 1 494 M\$, en hausse de 52 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2011. Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2012, la Compagnie a affecté des flux de trésorerie de 1 125 M\$ à l'acquisition d'actifs d'investissement additionnels et des flux de trésorerie de 322 M\$ au paiement de dividendes à l'intention des détenteurs d'actions privilégiées et ordinaires, et elle a touché un montant de 118 M\$ d'autres activités de financement. Les autres activités de financement comprennent principalement la trésorerie reçue de l'émission d'action privilégiées, soit 200 M\$, montant contrebalancé en partie par le remboursement de 85 M\$ sur la marge de crédit d'une filiale.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué de 185 M\$ par rapport au 31 décembre 2011. Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles se sont chiffrés à 3 375 M\$, une baisse de 201 M\$ par rapport à 2011. En 2012, la Compagnie a affecté des flux de trésorerie de 2 837 M\$ à l'acquisition d'actifs d'investissement additionnels ainsi que des flux de trésorerie de 959 M\$ au paiement de dividendes à l'intention des détenteurs d'actions privilégiées et ordinaires, et un montant de 267 M\$ a été reçu d'autres activités de financement. Les autres activités de financement comprennent principalement la trésorerie reçue de l'émission d'action privilégiées, soit 450 M\$, montant contrebalancé en partie par la trésorerie affectée au rachat de titres de fiducies de capital pour un montant de 178 M\$.

ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS CONTRACTUELS

Les engagements et obligations contractuels n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2011.

GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL

MÉTHODE DE RÉPARTITION DU CAPITAL

La Compagnie applique une méthode de répartition du capital aux termes de laquelle les coûts de financement sont ventilés au prorata du capital réparti. En ce qui concerne l'exploitation canadienne et l'exploitation européenne (essentiellement La Great-West, compagnie d'assurance-vie), cette méthode de répartition est orientée sur les exigences réglementaires en matière de capital, alors que, pour les activités de services financiers exercées aux États-Unis et de gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam), la méthode est orientée sur la valeur comptable des unités d'exploitation présentée dans les états financiers. Le total du capital soumis à un effet de levier est réparti de façon uniforme entre les unités d'exploitation au prorata du total du capital, ce qui fait en sorte que le ratio d'endettement de chaque unité d'exploitation reflète celui de la société consolidée.

Le bénéfice net consolidé de la Compagnie est présenté selon les IFRS, après la répartition du capital. La méthode de répartition du capital n'a pas d'incidence sur le rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires et le bénéfice net de la Compagnie, car le processus n'influe pas sur le total, mais seulement sur la distribution du capital et du bénéfice net entre les unités d'exploitation.

Rendement des capitaux propres

	30 sept. 2012	30 juin 2012	31 déc. 2011
Exploitation canadienne	21,6 %	21,3 %	21,7 %
Services financiers aux États-Unis ⁽¹⁾	19,4 %	20,4 %	20,7 %
Gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam)	(1,7) %	(2,1) %	0,9 %
Exploitation européenne	18,7 %	18,0 %	17,5 %
Exploitation générale de Lifeco ⁽²⁾	(8,2) %	(4,2) %	(5,5) %
Total du bénéfice net de Lifeco	17,1 %	16,8 %	17,6 %
Total du bénéfice opérationnel de Lifeco⁽²⁾	16,1 %	15,8 %	16,6 %

(1) Comprend l'exploitation générale américaine.

(2) La Compagnie utilise le bénéfice opérationnel, une mesure financière non définie par les IFRS qui exclut l'incidence des provisions décrites à la note 30 des états financiers consolidés de la Compagnie au 31 décembre 2011.

Le rendement des capitaux propres correspond au bénéfice net divisé par les capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires, calculé sur les quatre derniers trimestres.

La Compagnie a présenté un rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires fondé sur le bénéfice net de 17,1 %, comparativement à 17,6 % au 31 décembre 2011. Si la Compagnie continue de maintenir un bénéfice net positif, en revanche, le fait que la croissance de son capital a surpassé le bénéfice net a donné lieu à une diminution du rendement des capitaux propres par rapport au 31 décembre 2011. Le rendement des capitaux propres de la Compagnie relativement au bénéfice opérationnel s'est élevé à 16,1 %, ce qui se compare favorablement à l'objectif à long terme fixé à 15,0 %.

Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières (le BSIF) a défini une norme de mesure de suffisance du capital des compagnies d'assurance-vie constituées en personnes morales en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et de leurs filiales. Il s'agit du ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (le MMRPCE). La fourchette cible interne de la Compagnie au chapitre du ratio du MMRPCE pour les principales filiales d'exploitation canadiennes de Lifeco se situe entre 175 % et 200 % (sur une base consolidée).

Le ratio du MPRCE de la Great-West au 30 septembre 2012 s'établissait à 201 % (204 % au 31 décembre 2011). Le ratio du MPRCE de la London Life au 30 septembre 2012 était de 245 % (239 % au 31 décembre 2011). Le ratio du MPRCE de la Canada-Vie au 30 septembre 2012 s'établissait à 201 % (204 % au 31 décembre 2011). Le ratio du MPRCE ne tient pas compte de l'incidence de liquidités de 0,7 G\$ à l'échelle de Lifeco, la société de portefeuille, ni du produit net de 0,2 G\$ lié à l'émission d'actions privilégiées perpétuelles à taux fixe de premier rang et à dividende non cumulatif de 4,80 % de série R, qui a commencé le 3 octobre 2012 et a pris fin le 11 octobre 2012.

Aux termes du préavis du BSIF, intitulé Passage des entités fédérales aux Normes internationales d'information financière, les filiales de la Compagnie qui sont sous réglementation fédérale ont choisi d'appliquer progressivement, sur huit trimestres, l'incidence de 636 M\$ de la transition aux IFRS sur le capital à l'égard de l'information à fournir sur le MPRCE aux termes de la réglementation, cela à partir du 1^{er} janvier 2011. Au 30 septembre 2012, le montant de l'application graduelle du MPRCE de la Great-West se chiffrait à 557 M\$. Au cours des exercices suivant l'adoption initiale des IFRS par la Compagnie, en raison des modifications proposées à l'IFRS portant sur l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et de la nature évolutive des IFRS, il pourrait y avoir de nouvelles modifications aux exigences en matière de capital réglementaire et aux normes comptables, dont certaines pourraient être importantes.

NOTATIONS DE CRÉDIT

Lifeco et ses principales filiales en exploitation affichent d'excellentes notations de crédit, lesquelles sont attribuées par les cinq agences de notation et présentées dans le tableau suivant. Les sociétés en exploitation ci-dessous ont reçu les mêmes notations en matière de santé financière de la part de chaque agence de notation, une approche de notation groupée essentiellement justifiée par la position enviable de la Compagnie sur le marché de l'assurance au Canada et sa situation concurrentielle aux États-Unis et en Europe. La Great-West, la London Life et la Canada-Vie ont en commun leur direction, leur gouvernance et leurs stratégies, ainsi qu'une plateforme d'affaires intégrée. Toutes ces sociétés en exploitation profitent d'un solide soutien financier implicite de Lifeco et sont détenues par cette dernière. Au cours du troisième trimestre de 2012, les notations de crédit de la Compagnie n'ont subi aucune modification.

Agence de notation	Mesure	Lifeco	Great-West	London Life	Canada-Vie	GWL&A
A.M. Best Company	Santé financière		A+	A+	A+	A+
DBRS Limited	Capacité de paiement des sinistres Créances de premier rang Créances de second rang	AA (faible)	IC-1	IC-1	IC-1 AA (faible)	NC
Fitch Ratings	Santé financière de l'assureur Créances de premier rang	A	AA	AA	AA	AA
Moody's Investors Service	Santé financière de l'assureur		Aa3	Aa3	Aa3	Aa3
Standard & Poor's Ratings Services	Santé financière de l'assureur Créances de premier rang Créances de second rang	A+	AA	AA	AA AA-	AA

GESTION DU RISQUE ET PRATIQUES RELATIVES AU CONTRÔLE

La Compagnie dispose de politiques pour déterminer, mesurer, surveiller et atténuer les risques liés à ses instruments financiers et en assurer le contrôle. Les principaux risques à cet égard sont le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (change, taux d'intérêt et marchés boursiers). Le comité de gestion des risques est responsable de surveiller les principaux risques auxquels la Compagnie est exposée. L'approche de la Compagnie en matière de gestion du risque n'a pas changé de manière importante par rapport à celle qui est décrite dans le rapport annuel de 2011 de Lifeco. Une analyse complète de la structure de gouvernance et de l'approche de gestion à l'égard du risque de la Compagnie est présentée à la note intitulée Gestion du risque lié aux instruments financiers, dans les états financiers consolidés de la Compagnie datés du 31 décembre 2011.

La Compagnie a également établi des politiques et des procédures pour déterminer, mesurer et présenter les risques significatifs. La direction est responsable de l'établissement des procédures d'évaluation du capital relatives à la mise en œuvre et à la surveillance du plan de capital. Le conseil d'administration examine et approuve toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Aucune modification importante n'a été apportée aux politiques et aux procédures de la Compagnie et de ses filiales relativement à l'utilisation d'instruments financiers dérivés en 2012. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, le montant nominal en cours des contrats dérivés a augmenté de 1 229 M\$. Au cours du troisième trimestre, la Compagnie a acheté des options de vente de titres de capitaux propres d'un montant nominal de 827 M\$ à titre de macrocouverture de crédit pour le bilan.

L'exposition de la Compagnie au risque de crédit, qui reflète la juste valeur actuelle des instruments financiers dérivés qui affichent des profits, a augmenté pour s'établir à 1 141 M\$ au 30 septembre 2012, comparativement à 968 M\$ au 31 décembre 2011.

MÉTHODES COMPTABLES

Normes internationales d'information financière – Les états financiers annuels consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ont été les premiers à être préparés par la Compagnie selon les Normes internationales d'information financière.

En raison de la nature évolutive des IFRS, certaines modifications de ces normes pourraient avoir une incidence sur la Compagnie dans l'avenir. La Compagnie surveille activement les modifications futures aux IFRS proposées par l'International Accounting Standards Board (l'IASB) dans le but d'évaluer si ces modifications sont susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats ou les activités de la Compagnie. En outre, la Compagnie évalue l'incidence que ces modifications pourraient avoir sur la présentation de l'information financière, les contrôles et les procédures de communication de l'information ou les systèmes d'information de la Compagnie.

Les tableaux suivants présentent les IFRS qui seront modifiées et pourraient avoir une incidence sur la Compagnie.

Normes entrant en vigueur en 2013

Norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IAS 19, <i>Avantages du personnel</i>	<p>L'IASB a publié une version modifiée de cette norme en juin 2011, qui élimine l'approche du corridor pour la comptabilisation des écarts actuariels. Ces écarts seraient constatés immédiatement dans les autres éléments du bénéfice global. Par conséquent, les actifs et les passifs nets au titre des régimes de retraite correspondront à la situation de capitalisation de ces régimes dans les bilans consolidés. En vertu de la version révisée d'IAS 19, le rendement prévu de l'actif des régimes n'est plus appliqué à la juste valeur des actifs pour calculer le coût des prestations. Selon la norme révisée, le taux d'actualisation doit être appliqué au montant net de l'actif (du passif) au titre des prestations définies du régime lors du calcul du montant net des produits (charges) d'intérêts. Ce taux d'actualisation est déterminé relativement au rendement des obligations de sociétés de haute qualité sur le marché, à la clôture de la période de présentation de l'information financière. De plus, la norme révisée comprend des modifications portant sur la présentation de l'obligation au titre des prestations définies, de la juste valeur des actifs du régime, des composantes de la charge de retraite et d'autres renseignements sur les régimes de retraite dans les états financiers d'une société, ainsi que sur les informations à fournir à l'égard de ces éléments.</p> <p>La Compagnie continuera d'utiliser l'approche du corridor jusqu'à ce que la révision de la norme portant sur les avantages du personnel soit en vigueur, c'est-à-dire le 1^{er} janvier 2013. Conformément aux dispositions transitoires d'IAS 19, cette modification relative aux IFRS sera appliquée de façon rétroactive.</p> <p>Pour obtenir plus de détails sur les régimes d'avantages du personnel de la Compagnie, se reporter à la note 23 des états financiers consolidés du 31 décembre 2011.</p>

<p>IFRS 10, <i>États financiers consolidés</i>; IFRS 11, <i>Partenariats</i>; IFRS 12, <i>Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités</i></p>	<p>À compter du 1^{er} janvier 2013, la Compagnie prévoit adopter IFRS 10, <i>États financiers consolidés</i>, IFRS 11, <i>Partenariats</i>, et IFRS 12, <i>Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités</i>, aux fins de la préparation et de la présentation de ses états financiers consolidés.</p> <p>IFRS 10, <i>États financiers consolidés</i>, utilise des principes de consolidation fondés sur une définition révisée du contrôle. Le contrôle est lié au pouvoir qu'a l'investisseur de diriger les activités de l'entreprise détenue, à sa capacité de tirer des rendements variables de ses avoirs dans l'entreprise détenue et au lien direct qui existe entre le pouvoir de diriger les activités et de recevoir des rendements.</p> <p>IFRS 11, <i>Partenariats</i>, sépare les entités contrôlées conjointement selon qu'il s'agit d'activités conjointes ou de coentreprises. Cette norme élimine l'option pour une entité d'utiliser la consolidation proportionnelle pour comptabiliser ses participations dans des coentreprises, celle-ci devant dorénavant utiliser la méthode de la mise en équivalence à cette fin.</p> <p>IFRS 12, <i>Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités</i>, propose de nouvelles exigences en matière d'informations à fournir en ce qui a trait aux participations qu'une entité détient dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées. Cette norme exige la présentation d'informations supplémentaires, notamment sur la manière de déterminer le contrôle et sur les restrictions pouvant exister en ce qui a trait à l'actif et au passif consolidés présentés dans les états financiers.</p> <p>En juin 2012, l'IASB a publié des modifications qui clarifient les dispositions transitoires présentées dans IFRS 10 et offre une dispense transitoire supplémentaire dans IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 qui limite l'obligation de fournir des informations comparatives ajustées portant seulement sur la période précédente. La Compagnie continue d'évaluer l'incidence des normes susmentionnées sur ses procédures de consolidation et sur les informations à fournir en vue de leur entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2013, mais elle ne s'attend pas à ce que cette incidence soit importante.</p> <p>L'IASB a publié un exposé-sondage qui propose une dispense de consolidation pour les entités contrôlées par des entités d'investissement. Les membres du secteur de l'assurance cherchent à obtenir des précisions afin de déterminer si la présentation des fonds distincts dans les états financiers d'un assureur-vie ne serait pas substantiellement différente de la présentation actuelle en vertu d'IAS 27, <i>États financiers consolidés et individuels</i>.</p>
<p>IFRS 13, <i>Évaluation de la juste valeur</i></p>	<p>La Compagnie adoptera IFRS 13, <i>Évaluation de la juste valeur</i>, qui vise à accroître la cohérence et la comparabilité des évaluations à la juste valeur et des informations fournies à leur sujet, à l'aide d'une hiérarchie des justes valeurs. La norme sera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2013. Cette hiérarchie classe selon trois niveaux les données d'entrée des techniques d'évaluation. La hiérarchie place au plus haut niveau les cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, et au niveau le plus bas les données d'entrée non observables. La norme fournit en outre des indications concernant l'évaluation et les informations à fournir à l'égard de la juste valeur d'actifs non financiers tels que les immeubles de placement de la Compagnie.</p> <p>La norme porte principalement sur les informations à fournir et n'aura donc pas d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie.</p>

IAS 1, <i>Présentation des états financiers</i>	<p>À compter du 1^{er} janvier 2013, la Compagnie adoptera le guide d'application fourni dans la version modifiée d'IAS 1, <i>Présentation des états financiers</i>. La norme modifiée exige que les autres éléments du bénéfice global soient classés par nature et groupés selon qu'ils seront reclassés en bénéfice net au cours d'une période ultérieure (lorsque certaines conditions sont réunies) ou qu'ils ne le seront pas.</p> <p>La norme révisée porte seulement sur la présentation et n'aura donc pas d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie.</p>
IFRS 7, <i>Instruments financiers : Informations à fournir</i>	<p>À compter du 1^{er} janvier 2013, la Compagnie adoptera les directives comprises dans les modifications apportées à IFRS 7, <i>Instruments financiers</i>. La norme ainsi modifiée présente de nouvelles informations à fournir relativement aux instruments financiers, notamment au sujet des droits de compensation et des arrangements connexes aux termes de conventions de compensation globale. À la connaissance de la Compagnie, aucun élément n'a subi l'incidence de la norme révisée.</p> <p>La norme révisée porte seulement sur les informations à fournir et n'aura donc pas d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie.</p>

Normes qui devraient entrer en vigueur après 2013

Norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IFRS 4, <i>Contrats d'assurance</i>	<p>L'IASB a publié un exposé-sondage proposant des modifications à la norme comptable portant sur les contrats d'assurance en juillet 2010. Aux termes de cette proposition, l'assureur serait tenu d'évaluer les passifs d'assurance au moyen d'un modèle axé sur le montant, l'échéance et le degré d'incertitude des flux de trésorerie futurs associés aux contrats d'assurance. Cette proposition diffère grandement du lien entre les actifs et les passifs au titre des polices d'assurance pris en compte aux termes de la méthode du report variable, et elle pourrait entraîner une variation significative des résultats de la Compagnie. L'exposé-sondage propose également des modifications à la présentation et aux informations à fournir dans les états financiers.</p> <p>Depuis la publication de l'exposé-sondage, des membres du secteur de l'assurance ainsi que des organismes de normalisation comptable du monde entier ont recommandé que d'importantes modifications soient apportées à l'exposé-sondage de 2010. À l'heure actuelle, aucune nouvelle norme n'a été publiée ou n'a été présentée en exposé-sondage.</p> <p>Tant qu'une nouvelle IFRS visant l'évaluation des contrats d'assurance ne sera pas publiée, la Compagnie continuera d'évaluer les passifs relatifs aux polices d'assurance selon la méthode du report variable. L'entrée en vigueur d'une norme définitive n'est pas prévue avant plusieurs années. La Compagnie continue de surveiller activement les développements à cet égard.</p>

<p>IFRS 9, <i>Instruments financiers</i></p>	<p>La nouvelle norme exige que tous les actifs financiers soient classés au coût amorti ou à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale et que les catégories « disponible à la vente », « détenu jusqu'à son échéance » et « prêts et créances » soient éliminées. Le plan proposé prévoit la création d'une catégorie de classement supplémentaire pour les actifs financiers, soit « évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ».</p> <p>La nouvelle norme exige également :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que les dérivés incorporés soient évalués aux fins du classement avec leur actif financier hôte; • qu'une méthode de dépréciation soit utilisée pour les actifs financiers évalués au coût amorti; • que des modifications soient apportées aux critères liés à l'application de la comptabilité de couverture et à l'évaluation de l'efficacité. <p>L'incidence d'IFRS 9 sur la Compagnie sera évaluée de façon approfondie lorsque les éléments restants du projet de l'IASB qui vise à remplacer IAS 39, <i>Instruments financiers</i>, soit la méthode de dépréciation, la comptabilité de couverture et la compensation des actifs et des passifs, auront été finalisés. La Compagnie continue de surveiller activement les développements à cet égard.</p> <p>Selon l'échéancier actuel, l'adoption d'IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>, est prévue pour l'exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2015. La Compagnie continue toutefois de suivre l'évolution de cette norme en considérant les changements apportés à IFRS 4.</p>
<p>IAS 17, <i>Contrats de location</i></p>	<p>L'IASB a publié un exposé-sondage qui propose un nouveau modèle comptable pour les contrats de location, aux termes duquel ces derniers seraient comptabilisés soit selon le modèle reposant sur le droit d'utilisation, soit selon la méthode linéaire. Selon le modèle reposant sur le droit d'utilisation, le preneur et le bailleur auront à constater les actifs et les passifs au bilan à la valeur actualisée des paiements de location découlant du contrat de location, dans la mesure où la durée de celui-ci correspond à la plus grande partie de la durée de vie économique de l'actif ou que la valeur actualisée des paiements de location représente une part importante de la juste valeur de l'actif. La méthode linéaire s'appliquerait dans le cas des contrats de location d'actifs dont la durée est négligeable par rapport à la durée de vie économique totale de l'actif et dont la valeur actualisée des paiements de location est négligeable par rapport à la juste valeur de l'actif. Les nouveaux modèles de contrats de location remplacent les modèles comptables de contrat de location simple et de contrat de location-financement qui existent actuellement selon IAS 17, <i>Contrats de location</i>.</p> <p>L'incidence de l'adoption des modifications proposées sera évaluée de façon approfondie une fois que la version finale de la norme sur les contrats de location sera publiée, ce qui est prévu pour le premier semestre de 2013.</p>

<p>IAS 18, <i>Produits des activités ordinaires</i></p>	<p>L'IASB a publié un deuxième exposé-sondage en novembre 2011, qui propose la création d'une norme portant sur la comptabilisation des produits afin d'uniformiser la présentation de l'information financière sur les produits provenant de contrats clients et les coûts connexes. Une société serait ainsi tenue de comptabiliser, lors de la prestation de services ou de la vente de biens à un client, un produit correspondant à la contrepartie que la société s'attend à recevoir du client.</p> <p>L'incidence de l'adoption des modifications proposées sera évaluée une fois que la version finale de la norme sur la comptabilisation des produits sera publiée, ce qui est prévu pour le premier semestre de 2013.</p>
<p>IAS 32, <i>Instruments financiers : Présentation</i></p>	<p>À compter du 1^{er} janvier 2014, la Compagnie adoptera les directives comprises dans les modifications apportées à IAS 32, <i>Instruments financiers : Présentation</i>. Cette norme révisée précise les exigences en matière de compensation des actifs et des passifs financiers.</p> <p>La Compagnie évalue actuellement l'incidence qu'aura cette norme sur la présentation de ses états financiers.</p>

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS SECTORIELS

Les résultats opérationnels consolidés de Lifeco, y compris les chiffres correspondants, sont présentés selon les IFRS, après la répartition du capital. Les résultats opérationnels comprennent ceux de la Great-West, de la London Life, de la Canada-Vie, de GWL&A et de Putnam.

Aux fins de la présentation de l'information, les résultats opérationnels consolidés sont regroupés en quatre secteurs à présenter, soit l'exploitation canadienne, l'exploitation américaine, l'exploitation européenne et l'exploitation générale de Lifeco, lesquels reflètent les emplacements géographiques ainsi que la structure de gestion et la structure interne des sociétés.

EXPLOITATION CANADIENNE

Le secteur de l'exploitation canadienne de Lifeco tient compte des résultats opérationnels de l'exploitation canadienne de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie. Ce secteur regroupe trois unités d'exploitation principales. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Assurance individuelle, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance-invalidité et d'assurance contre les maladies graves aux clients de l'Individuelle. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Gestion du patrimoine, la Compagnie offre des produits de capitalisation et de rentes immédiates aux clients de la Collective et de l'Individuelle au Canada. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Assurance collective, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance-maladie, d'assurance contre les maladies graves, d'assurance-invalidité et d'assurance des créanciers à l'intention des clients de la Collective au Canada.

Principales données financières consolidées – Exploitation canadienne

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2012	30 juin 2012	30 sept. 2011	30 sept. 2012	30 sept. 2011
Primes et dépôts	4 852 \$	4 861 \$	4 539 \$	14 975 \$	14 450 \$
Souscriptions	2 022	2 073	1 890	6 620	6 643
Honoraires et autres produits	271	270	269	818	822
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	281	254	235	777	742
Total de l'actif	119 485 \$	116 979 \$	112 072 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs	3 523	3 376	3 179		
Total de l'actif géré	123 008	120 355	115 251		
Autres actifs administrés	12 907	12 594	11 242		
Total de l'actif administré	135 915 \$	132 949 \$	126 493 \$		

FAITS NOUVEAUX EN 2012

- Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 281 M\$ au troisième trimestre de 2012, comparativement à 235 M\$ au troisième trimestre de 2011. Depuis le début de l'exercice, le bénéfice net s'est établi à 777 M\$, soit une hausse de 5 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.
- Au troisième trimestre, les souscriptions se sont chiffrées à 2 022 M\$, comparativement à 1 890 M\$ au troisième trimestre de 2011. Depuis le début de l'exercice, les souscriptions se sont chiffrées à 6,6 G\$, montant comparable à celui enregistré à la période correspondante de l'exercice précédent.
- Les primes et les dépôts se sont établis à 4,9 G\$, en hausse de 7 % par rapport au troisième trimestre de 2011. Depuis le début de l'exercice, les primes et les dépôts ont été de 15,0 G\$, soit 4 % de plus que ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

- Au cours du troisième trimestre, l'unité Gestion du patrimoine a mis en place un nouveau forfait et un nouveau processus de communication de l'information destinés aux employés qui prennent leur retraite ou qui sortent de leurs régimes collectifs, ce qui permettra d'améliorer la rétention des actifs dans le régime *Prochaine étape*^{MC}.
- Le 9 octobre 2012, l'unité Gestion du patrimoine a annoncé que des modifications seraient apportées aux produits à prestations minimales garanties à la sortie souscrits à compter du 19 octobre 2012. Ces modifications ont pour but de réduire les bonis accordés pour retraits reportés et les taux de rentes garantis afin d'assurer la viabilité du produit, compte tenu des faibles taux d'intérêt actuels.
- En septembre 2012, l'unité Assurance individuelle a lancé de nouveaux taux pour l'assurance-vie universelle à coût nivelé et l'assurance-vie universelle à nombre de versements de prime déterminé.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION CANADIENNE

ASSURANCE INDIVIDUELLE

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2012	30 juin 2012	30 sept. 2011*	30 sept. 2012	30 sept. 2011*
Primes et dépôts	971 \$	992 \$	899 \$	2 889 \$	2 688 \$
Souscriptions	115	121	98	351	308
Bénéfice net	83	26	104	176	252

* Au cours de la période close le 30 septembre 2012, la Compagnie a réaffecté à l'unité Assurance individuelle certains éléments de l'impôt sur le résultat initialement comptabilisés dans l'exploitation générale canadienne, afin de les harmoniser davantage avec les produits. Les chiffres correspondants tiennent compte des nouvelles affectations, le cas échéant.

Primes et dépôts

Au cours du trimestre, les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 72 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 971 M\$. Les primes des produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 69 M\$, pour s'établir à 892 M\$ au cours du trimestre, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, essentiellement en raison de l'augmentation de 10 % des primes d'assurance-vie sans participation. Les primes liées aux produits de protection du vivant ont augmenté de 3 M\$ au cours du trimestre, pour se chiffrer à 79 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 7 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 2,9 G\$. Les primes des produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 190 M\$, pour atteindre 2,7 G\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison de solides souscriptions et d'un bon taux de maintien. Les primes liées aux produits de protection du vivant ont augmenté de 11 M\$, pour s'établir à 238 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les primes des produits d'assurance individuelle ont diminué de 21 M\$, pour se chiffrer à 971 M\$, par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison d'une baisse de 4 % des primes d'assurance-vie avec participation attribuable au caractère saisonnier normal des souscriptions d'assurance-vie.

Souscriptions

Au cours du trimestre, les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 17 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 104 M\$. La hausse tient à une augmentation de 34 % des souscriptions de produits d'assurance-vie avec participation. Les souscriptions de produits de protection du vivant se sont chiffrées à 11 M\$, soit un montant comparable à celui enregistré au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 43 M\$, pour s'établir à 319 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la vigueur des souscriptions de produits d'assurance-vie avec participation. Les souscriptions de produits de protection du vivant de 32 M\$ sont demeurées comparables à celles enregistrées à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont diminué de 5 M\$, pour se chiffrer à 104 M\$, par rapport au trimestre précédent. Les souscriptions de produits de protection du vivant se sont chiffrées à 11 M\$, une baisse de 1 M\$ par rapport au trimestre précédent.

Bénéfice net

Le bénéfice net pour le trimestre a diminué de 21 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2011. Cette diminution comprend une diminution globale de 19 M\$ liée aux modifications des bases associées aux passifs, résultat comparable à celui enregistré à la période correspondante de 2011. Les résultats de 2011 comprennent des modifications des bases actuarielles relatives aux passifs qui découlent de l'adoption des normes de pratique actuarielle révisées pour l'amélioration au chapitre de la mortalité, qui a été contrebalancée en partie par le raffermissement des modifications des bases actuarielle à l'égard du comportement des titulaires de police. Les résultats de 2012 comprennent également une augmentation de 17 M\$ des pressions exercées par les nouvelles affaires sur les souscriptions effectuées avant les modifications apportées à la tarification en vue de répondre à la baisse des taux d'intérêt, ce qui est contrebalancé en partie par des résultats favorables de 8 M\$ à l'égard des placements et par un montant de 6 M\$ au titre des avantages fiscaux favorables au cours du troisième trimestre.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, le bénéfice net a diminué de 76 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. D'un exercice à l'autre, l'incidence des modifications des bases actuarielles a diminué de 106 M\$ par rapport à 2011. Cette baisse, jumelée à la modification enregistrée au cours du trimestre, reflète principalement un accroissement des marges d'intérêt au cours du premier semestre de 2012, alors que pareil accroissement n'a pas été observé au premier semestre de 2011. Les résultats de 2012 comprennent également des profits de 51 M\$ au chapitre des placements et du comportement des titulaires de police, ainsi que des avantages fiscaux favorables de 4 M\$, contrebalancés en partie par une augmentation de 26 M\$ de l'incidence des pressions exercées par les nouvelles affaires.

Le bénéfice net a augmenté de 57 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation tient essentiellement à une augmentation de 68 M\$ des modifications des bases actuarielles liées aux passifs, contrebalancée par une hausse de 5 M\$ des pressions exercées par les nouvelles affaires et par une baisse de 10 M\$ des profits au chapitre du comportement des titulaires de police. Un accroissement de 49 M\$ des marges liées aux risques de réinvestissement était compris dans les résultats du trimestre précédent.

Le bénéfice net attribuable au compte de participation s'est chiffré à 73 M\$ au troisième trimestre de 2012, comparativement à 2 M\$ au troisième trimestre de 2011. Le principal facteur qui explique l'augmentation du bénéfice net est l'accroissement des modifications des bases actuarielles liées aux passifs. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, le bénéfice net attribuable au compte de participation s'est chiffré à 63 M\$, comparativement à un bénéfice net de 9 M\$ pour la période correspondante de 2011. Le principal facteur qui explique l'augmentation du bénéfice net est l'accroissement des modifications des bases actuarielles liées aux passifs, contrebalancé en partie par l'exacerbation des pressions exercées par les nouvelles affaires en raison d'une croissance de 33 % des souscriptions d'assurance avec participation. Le bénéfice net attribuable au compte de participation a augmenté de 77 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2012 en raison de l'accroissement des modifications des bases actuarielles liées aux passifs.

GESTION DU PATRIMOINE

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2012	30 juin 2012	30 sept. 2011*	30 sept. 2012	30 sept. 2011*
Primes et dépôts	2 021 \$	2 011 \$	1 859 \$	6 513 \$	6 408 \$
Souscriptions	1 825	1 799	1 648	5 900	5 957
Honoraires et autres produits	223	222	223	673	685
Bénéfice net	82	80	14	230	187

* Au cours de la période close le 30 septembre 2012, la Compagnie a réaffecté à l'unité Gestion du patrimoine certains éléments de l'impôt sur le résultat initialement comptabilisés dans l'exploitation générale canadienne, afin de les harmoniser davantage avec les produits. Les chiffres correspondants tiennent compte des réaffectations, le cas échéant.

Primes et dépôts

Les primes et les dépôts des fonds de placement de détail exclusifs pour le troisième trimestre ont augmenté de 50 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 865 M\$. Cette augmentation découle de l'impulsion positive donnée par le lancement d'un produit destiné aux particuliers à valeur nette élevée au deuxième trimestre. L'augmentation découle également du maintien des caractéristiques actuelles des produits de prestations minimales garanties à la sortie tout au long du trimestre. Les primes et les dépôts des produits à taux d'intérêt garantis de détail et des produits de rentes immédiates se sont chiffrés à 39 M\$, une diminution de 34 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2011. Cette diminution tient en partie aux faibles taux d'intérêt à long terme, les investisseurs recherchant des garanties à court terme offrant une marge moindre et une sensibilité accrue aux prix. Les primes et les dépôts liés aux produits de retraite collectifs ont augmenté de 146 M\$, pour s'établir à 1,1 G\$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ce résultat tient à la vigueur des transferts forfaitaires effectués par les nouveaux clients des régimes de capitalisation collectifs.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les primes et les dépôts des fonds de placement de détail exclusifs ont diminué de 99 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 2,8 G\$, car les investisseurs ont fait preuve de prudence envers les marchés boursiers au cours du premier semestre de l'exercice. Au cours des neuf premiers mois de 2012, les primes et les dépôts des produits à taux d'intérêt garantis de détail et des produits de rentes immédiates ont diminué de 157 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 173 M\$. La diminution des dépôts liés à ces produits tient principalement aux taux d'intérêt très faibles, lesquels rendent ces produits, qui sont sensibles aux taux d'intérêt, moins attrayants pour les clients. Les primes et les dépôts liés aux produits de retraite collectifs ont augmenté de 361 M\$, pour se chiffrer à 3,5 G\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique essentiellement par la hausse importante des transferts forfaitaires vers les régimes de capitalisation.

Par rapport au trimestre précédent, les primes et les dépôts ont augmenté de 1 M\$ pour les fonds de placement de détail exclusifs et ils ont diminué de 12 M\$ pour les produits à taux d'intérêt garantis. Les primes liées aux produits de retraite collectifs ont augmenté de 21 M\$ par rapport au trimestre précédent en raison de l'augmentation des dépôts au régime de capitalisation collectif et des primes des produits de rentes collectifs à prime unique, contrebalancée par une baisse des dépôts dans des produits de placement seulement.

Souscriptions

Les souscriptions de fonds de placement de détail exclusifs ont augmenté de 116 M\$, pour s'établir à 1,1 G\$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les souscriptions de produits à taux d'intérêt garantis de détail et des produits de rentes immédiates ont diminué de 29 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 148 M\$. Ces variations cadrent avec la variation des primes reçues. Les souscriptions de produits de retraite collectifs se sont chiffrées à 406 M\$, une augmentation de 80 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, l'augmentation des souscriptions de régimes de capitalisation collectifs et des produits de rentes collectifs à prime unique ayant été contrebalancée en partie par la diminution des souscriptions de produits de placement seulement.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les souscriptions de fonds de placement de détail exclusifs ont diminué de 84 M\$, pour s'établir à 3,4 G\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les souscriptions de produits à taux d'intérêt garantis de détail et des produits de rentes immédiates ont diminué de 180 M\$, pour s'établir à 483 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent pour les mêmes raisons que celles qui sont évoquées ci-dessus pour la comparaison d'un exercice à l'autre. Les souscriptions de produits de retraite collectifs ont augmenté de 219 M\$, pour se chiffrer à 1,3 G\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison d'une importante hausse des souscriptions de régimes de capitalisation, partiellement contrebalancée par un recul des souscriptions de produits de rentes collectifs à prime unique.

Les souscriptions de fonds de placement de détail exclusifs ont augmenté de 37 M\$ et les souscriptions de produits à taux d'intérêt garantis de détail et des produits de rentes immédiates ont augmenté de 7 M\$ par rapport au trimestre précédent en raison des faibles résultats enregistrés au deuxième trimestre. Les souscriptions de produits de retraite collectifs ont diminué de 3 M\$ par rapport au trimestre précédent.

Honoraires et autres produits

Les honoraires sont demeurés comparables à ceux qui ont été enregistrés au troisième trimestre de 2011. La baisse moyenne de 5,3 % des indices boursiers TSX a été contrebalancée par la hausse de la valeur des titres à revenu fixe, ce qui a donné lieu à une modification de la composition des fonds de placement de détail en faveur des produits à revenu fixe, qui offrent des marges moindres. Les marges réduites ont compensé l'incidence de la croissance de 4 % de l'actif moyen.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les honoraires et autres produits ont diminué de 12 M\$. La réduction des marges, qui s'explique par les mêmes raisons que celles évoquées ci-dessus pour le trimestre, a amplement compensé l'incidence de la croissance de 1 % de l'actif moyen. Pour les neuf premiers mois de 2012, l'indice boursier TSX moyen a diminué de 9,5 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les honoraires et autres produits ont augmenté de 1 M\$ par rapport au trimestre précédent en raison de la hausse des marchés boursiers et des flux de trésoreries nets, en moyenne, par rapport au deuxième trimestre de 2012.

Bénéfice net

Le bénéfice net pour le troisième trimestre de 2012 a augmenté de 68 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation découle principalement du raffermissement des passifs liés aux contrats d'assurance au troisième trimestre de 2011 relativement à l'adoption des normes de pratique actuarielle révisées en ce qui concerne l'amélioration au chapitre de la mortalité et les résultats au chapitre de la mortalité. Les résultats de 2012 ont été contrebalancés en partie par des résultats moins favorables au chapitre de la mortalité et par la baisse des profits sur les placements.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, le bénéfice net a augmenté de 43 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation tient essentiellement aux résultats de 2011 qui reflètent l'adoption des normes de pratique actuarielle révisées en ce qui concerne l'amélioration au chapitre de la mortalité, comme il est mentionné ci-dessus. Les résultats de 2012 ont été partiellement contrebalancés par la diminution des honoraires et par l'augmentation des charges opérationnelles.

Le bénéfice net a augmenté de 2 M\$ par rapport au trimestre précédent. L'augmentation reflète l'accroissement des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, qui est contrebalancé par la baisse des profits sur les placements et par des résultats moins favorables au chapitre de la mortalité.

ASSURANCE COLLECTIVE

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2012	30 juin 2012	30 sept. 2011*	30 sept. 2012	30 sept. 2011*
Primes et dépôts	1 860 \$	1 858 \$	1 781 \$	5 573 \$	5 354 \$
Souscriptions	82	153	144	369	378
Honoraires et autres produits	36	38	38	112	112
Bénéfice net	119	97	114	303	274

* Au cours de la période close le 30 septembre 2012, la Compagnie a réaffecté à l'unité Assurance collective certains éléments de l'impôt sur le résultat initialement comptabilisés dans l'exploitation générale canadienne, afin de les harmoniser davantage avec les produits. Les chiffres correspondants tiennent compte des réaffectations, le cas échéant.

Primes et dépôts

Les primes et les dépôts pour le troisième trimestre de 2012 ont augmenté de 79 M\$, pour s'établir à 1,9 G\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison d'une augmentation des primes d'assurance-maladie et d'assurance-invalidité de longue durée.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les primes et les dépôts ont augmenté de 219 M\$, pour se chiffrer à 5,6 G\$, par rapport à la période correspondante de 2011. Les primes et les dépôts des grandes affaires se sont accrus de 6 %.

Les primes et les dépôts ont augmenté de 2 M\$ par rapport au trimestre précédent.

Souscriptions

Au cours du troisième trimestre de 2012, les souscriptions ont diminué de 62 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 82 M\$. Cette diminution tient à la baisse des souscriptions de polices sur le marché des créanciers et des ventes directes et à la baisse des souscriptions d'importantes polices collectives. Les souscriptions de ces polices peuvent varier de façon importante d'un trimestre à l'autre.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les souscriptions ont diminué de 9 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 369 M\$. Cette diminution tient essentiellement à la diminution des souscriptions sur le marché des grandes affaires.

Les souscriptions ont diminué de 71 M\$, pour s'établir à 82 M\$, par rapport au trimestre précédent en raison de la baisse des souscriptions sur le marché des produits d'assurance des créanciers et des ventes directes et de la baisse des souscriptions dans le marché des grandes affaires.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits sont essentiellement tirés des contrats SAS, en vertu desquels la Compagnie fournit des services administratifs relativement aux prestations d'assurance collective, au prix coûtant majoré.

Les honoraires et autres produits pour le trimestre ont diminué de 2 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2011, essentiellement en raison de la baisse des équivalents des primes SAS.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les honoraires et autres produits sont demeurés comparables aux résultats enregistrés pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les honoraires et autres produits enregistrés pour le trimestre étaient de 2 M\$ inférieurs à ceux enregistrés pour le trimestre précédent, principalement en raison de la baisse des équivalents des primes SAS.

Bénéfice net

Pour le troisième trimestre de 2012, le bénéfice net a augmenté de 5 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la hausse des profits sur les placements et des profits au chapitre de la mortalité et de la morbidité, contrebalancée par la baisse du résultat associé aux modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance.

Le bénéfice net a augmenté de 29 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 303 M\$. L'augmentation tient essentiellement à la hausse des gains au chapitre de la mortalité et de la morbidité et à la hausse des profits sur les placements. Ces hausses ont été partiellement contrebalancées par une diminution des profits relatifs aux frais d'assurance.

Le bénéfice net a augmenté de 22 M\$ par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison de la hausse des profits au chapitre de la mortalité et de la morbidité. Cette augmentation tient également à la hausse des profits sur les placements et des ajustements d'impôt sur le résultat comptabilisés au troisième trimestre. Les augmentations ont été partiellement contrebalancées par les pertes liées aux modifications des bases liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance.

EXPLOITATION GÉNÉRALE CANADIENNE

Les résultats de l'exploitation générale canadienne tiennent compte d'éléments non liés directement ou imputés aux unités de l'exploitation canadienne. Au cours de la période close le 30 septembre 2012, la Compagnie a réaffecté à différentes unités d'exploitation certains éléments de l'impôt sur le résultat initialement comptabilisés dans l'exploitation générale canadienne, afin de les harmoniser davantage avec les produits. Les chiffres correspondants tiennent compte des réaffectations, le cas échéant.

L'exploitation générale canadienne a affiché une perte nette de 3 M\$ pour le trimestre, comparativement à un bénéfice net de 3 M\$ pour le troisième trimestre de 2011. La diminution du bénéfice net est principalement attribuable à la diminution des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché des immeubles de placement couvrant le surplus de l'exploitation générale de 5 M\$ et à la diminution des produits de placement couvrant le surplus de l'exploitation générale. Cette diminution a été contrebalancée en partie par une baisse de l'impôt sur le résultat.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, l'exploitation générale canadienne a affiché un bénéfice net de 68 M\$, comparativement à un bénéfice net de 29 M\$ pour la période correspondante de 2011. L'augmentation du bénéfice net découle essentiellement de la conclusion de certaines questions fiscales qui ont eu une incidence positive de 22 M\$ sur le bénéfice net, de la hausse des profits sur les placements, de la hausse des honoraires et de la baisse des charges opérationnelles.

Par rapport au trimestre précédent, le bénéfice net a diminué de 54 M\$, essentiellement en raison de la conclusion de certaines questions fiscales qui ont eu une incidence positive de 22 M\$ au deuxième trimestre de 2012 et de la baisse des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché des immeubles de placement couvrant le surplus de 15 M\$.

EXPLOITATION AMÉRICAINNE

Les résultats opérationnels de l'exploitation américaine de Lifeco comprennent ceux de Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great West Financial), de Putnam Investments, LLC (Putnam), des activités d'assurance des divisions américaines de la Great-West et de la Canada-Vie, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Services financiers, la Compagnie offre un éventail de produits de sécurité financière, notamment des régimes de retraite à cotisations définies offerts par l'employeur et des services de gestion et de tenue de dossiers, de gestion de fonds, de placement et de consultation. Elle offre également des produits individuels, notamment des comptes de retraite et des produits d'assurance-vie et de rentes, ainsi que des produits d'assurance-vie détenue par des sociétés et des régimes d'avantages à l'intention des cadres. L'unité Gestion d'actifs de la Compagnie offre des services de gestion de placements, des services de distribution, des services administratifs ainsi que des services connexes par l'intermédiaire d'un vaste éventail de produits de placement.

Principales données financières consolidées – Exploitation américaine

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2012	30 juin 2012	30 sept. 2011	30 sept. 2012	30 sept. 2011
Primes et dépôts	8 289 \$	6 097 \$	7 315 \$	21 623 \$	26 775 \$
Souscriptions	9 071	6 760	7 386	23 979	27 944
Honoraires et autres produits	304	306	296	912	928
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	87	86	75	248	291
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires (en dollars américains)	87	85	76	247	297
Total de l'actif	57 242 \$	57 265 \$	55 210 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	128 081	125 652	121 164		
Total de l'actif géré	185 323	182 917	176 374		
Autres actifs administrés	138 595	136 562	120 509		
Total de l'actif administré	323 918 \$	319 479 \$	296 883 \$		

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION AMÉRICAINNE

Du troisième trimestre de 2011 au troisième trimestre de 2012, le dollar canadien s'est replié par rapport au dollar américain. Les fluctuations des devises ont eu une incidence positive sur le bénéfice net de 2 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2011 et de 6 M\$ par rapport aux neuf premiers mois de 2011.

CONVERSION DES DEVICES

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS visant à éliminer l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS du présent rapport.

SERVICES FINANCIERS

FAITS NOUVEAUX EN 2012

- Au troisième trimestre de 2012, les souscriptions se sont chiffrées à 2,4 G\$ US, contre 1,7 G\$ US à la période correspondante de 2011, une hausse qui s'explique par l'augmentation des souscriptions, tant pour les Marchés de l'Individuelle que pour les Services de retraite. Depuis le début de l'exercice, les souscriptions se sont chiffrées à 6,9 G\$ US, une hausse de 29 % par rapport à période correspondante de l'exercice précédent.
- Pour le troisième trimestre de 2012, le bénéfice net a augmenté de 4 M\$ US par rapport au troisième trimestre de 2011, essentiellement en raison de la reprise en 2012 d'une provision liée aux prêts hypothécaires et de la hausse des modifications des bases au chapitre de la mortalité, contrebalancées par un ajustement à l'impôt sur le résultat d'un exercice antérieur. Depuis le début de l'exercice, le bénéfice net s'est chiffré à 268 M\$ US, soit une diminution de 2 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.
- Les primes et les dépôts se sont chiffrés à 1,7 G\$ US, soit 3 % de plus qu'au troisième trimestre de 2011. Depuis le début de l'exercice, les primes et les dépôts se sont chiffrés à 4,5 G\$ US, soit 9 % de plus qu'à la période correspondante de l'exercice précédent.
- Au troisième trimestre de 2012, les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 122 M\$ US, comparativement à 118 M\$ US à la période correspondante de 2011. Depuis le début de l'exercice, les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 366 M\$ US, soit 10 M\$ US de plus qu'à la période correspondante de l'exercice précédent.
- Au cours du troisième trimestre de l'exercice actuel, Great-West Life & Annuity a lancé une nouvelle image de marque sous le nom Great-West FinancialSM. Cette nouvelle image de marque unique constitue un facteur clé pour assurer la stratégie de croissance de la Compagnie, pour améliorer sa visibilité auprès des consommateurs et pour renforcer la marque au sein de tous les marchés.
- Au cours du troisième trimestre, Great West Financial a lancé un nouveau produit de rentes variables collectif qui sera distribué par American Funds, un partenaire institutionnel.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2012	30 juin 2012*	30 sept. 2011*	30 sept. 2012	30 sept. 2011*
Primes et dépôts	1 659 \$	1 357 \$	1 572 \$	4 522 \$	4 066 \$
Souscriptions	2 441	2 020	1 643	6 878	5 235
Honoraires et autres produits	122	122	115	367	348
Bénéfice net	91	91	86	269	268
Primes et dépôts (en dollars américains)	1 659 \$	1 343 \$	1 604 \$	4 508 \$	4 148 \$
Souscriptions (en dollars américains)	2 441	2 000	1 676	6 858	5 334
Honoraires et autres produits (en dollars américains)	122	121	118	366	356
Bénéfice net (en dollars américains)	91	90	87	268	273

* Au cours de la période close le 30 septembre 2012, la Compagnie a réaffecté à Great-West Financial certains éléments de l'impôt sur le résultat et des charges initialement comptabilisés dans l'exploitation générale américaine, afin de les harmoniser davantage avec les produits. Les chiffres correspondants tiennent compte des réaffectations, le cas échéant.

Primes et dépôts

Les primes et les dépôts du troisième trimestre de 2012 ont augmenté de 55 M\$ US par rapport au troisième trimestre de 2011 en raison des hausses respectives de 39 M\$ US et de 16 M\$ US des primes et des dépôts enregistrés par les Services de retraite et les Marchés de l'Individuelle. L'augmentation enregistrée dans les Services de retraite tient essentiellement à l'accroissement de l'activité au sein du marché du secteur public et des organismes à but non lucratif. L'augmentation enregistrée pour les Marchés de l'Individuelle tient essentiellement à la hausse de souscriptions dans le marché des banques de détail.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les primes et les dépôts ont augmenté de 360 M\$ US par rapport à la période correspondante de 2011 en raison de hausses respectives de 185 M\$ US et de 175 M\$ US enregistrées par les Marchés de l'Individuelle et les Services de retraite. La hausse enregistrée par les Marchés de l'Individuelle tient essentiellement à la hausse des souscriptions liées aux marchés des banques de détail et des produits d'assurance-vie détenue par des sociétés. L'augmentation enregistrée par les Services de retraite tient essentiellement à l'accroissement du volume d'activité lié aux régimes 401(k) de grande taille.

Par rapport au trimestre précédent, les primes et les dépôts ont augmenté de 316 M\$ US, principalement en raison de hausses respectives de 237 M\$ US et de 79 M\$ US enregistrées par les Services de retraite et les Marchés de l'Individuelle. La hausse enregistrée par les Services de retraite découle principalement de la hausse des transferts, qui s'est chiffrée à 53 M\$ US, des options de placement de détail vers le fonds général des régimes 401(k), et de la souscription d'un important régime du marché du secteur public et des organismes à but non lucratif pour un montant de 102 M\$ US. La hausse enregistrée dans les Marchés de l'Individuelle découle essentiellement de la hausse des souscriptions dans le marché des produits d'assurance-vie détenue par des sociétés.

Souscriptions

Pour le troisième trimestre, les souscriptions ont augmenté de 765 M\$ US par rapport au troisième trimestre de 2011 en raison d'une hausse des souscriptions de 675 M\$ US pour les Services de retraite et de 90 M\$ US pour les Marchés de l'Individuelle. Les souscriptions de régimes 401(k) enregistrées par les Services de retraite ont augmenté de 554 M\$ US en raison de la croissance du nombre et de la taille des souscriptions de régimes et d'un montant de 121 M\$ US provenant du marché du secteur public et des organismes à but non lucratif, qui tient principalement à une importante souscription à un régime. Le marché des banques de détail des Marchés de l'Individuelle a enregistré une hausse de 41 M\$ US, ou 53 %, par rapport au troisième trimestre de 2011, qui s'explique essentiellement par l'ajout de plusieurs grossistes ainsi que par la pénétration accrue des nouvelles relations établies avec les banques en matière de distribution. Les affaires liées aux comptes de retraite individuels ont augmenté de 40 M\$ US, ou 107 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison de l'initiative stratégique visant à faire la promotion du produit de transfert auprès des participants sortis des régimes.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les souscriptions ont augmenté de 1,5 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison d'une hausse des souscriptions de 1,2 G\$ US pour les Services de retraite et de 283 M\$ US pour les Marchés de l'Individuelle. Les souscriptions de régimes 401(k) dans les Services de retraite ont enregistré une augmentation de 1,2 G\$ US essentiellement en raison d'une hausse du nombre et de la taille des souscriptions de régimes. Les souscriptions du marché des banques de détail des Marchés de l'Individuelle ont augmenté de 163 M\$ US, ou 77 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison de l'ajout de plusieurs grossistes et de la pénétration accrue des nouvelles relations établies avec les banques en matière de distribution. Les souscriptions de produits d'assurance-vie détenue par des sociétés ont augmenté de 60 M\$ US, ou 35 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les affaires liées aux comptes de retraite individuels ont augmenté de 50 M\$ US, ou 35 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison de l'initiative stratégique visant à faire la promotion du produit de transfert auprès des participants sortis des régimes.

Les souscriptions ont augmenté de 441 M\$ US par rapport au trimestre précédent en raison d'augmentations respectives de 389 M\$ US et de 52 M\$ US enregistrées par les Services de retraite et les Marchés de l'Individuelle. Les souscriptions dans le marché des entités du secteur public ou des organismes à but non lucratif des Services de retraite ont augmenté de 222 M\$ US, essentiellement en raison d'une importante souscription à un régime. Les souscriptions de régimes 401(k) dans les Services de retraite ont enregistré une augmentation de 167 M\$ US, essentiellement en raison d'une hausse du nombre et de la taille des souscriptions de régimes. Les souscriptions dans le marché des produits d'assurance-vie détenue par des sociétés ont augmenté de 50 M\$ US par rapport au trimestre précédent.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits pour le troisième trimestre de 2012 ont augmenté de 4 M\$ US par rapport au troisième trimestre de 2011, principalement en raison de la hausse de l'actif moyen découlant de l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, et des flux de trésorerie positifs.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les honoraires et autres produits ont augmenté de 10 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la hausse de l'actif moyen découlant de l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, et des flux de trésorerie positifs.

Les honoraires et autres produits ont augmenté de 1 M\$ US par rapport au trimestre précédent.

Bénéfice net

Au troisième trimestre de 2012, le bénéfice net a augmenté de 4 M\$ US par rapport au troisième trimestre de 2011, essentiellement en raison de la reprise d'une provision liée aux prêts hypothécaires de 10 M\$ US en 2012 et d'un accroissement de 9 M\$ US des modifications des bases actuarielles au chapitre de la mortalité, partiellement contrebalancé par un ajustement à l'impôt sur le résultat d'un exercice antérieur pour 11 M\$ US.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, le bénéfice net a diminué de 5 M\$ US par rapport à la période correspondante de 2011, essentiellement en raison des résultats défavorables au chapitre de la mortalité dans le bloc d'affaires fermé, lesquels sont imputables à un nombre anormalement élevé de sinistres et à un ajustement à l'impôt sur le résultat d'un exercice antérieur, facteurs partiellement contrebalancés par l'amélioration des bases actuarielles au chapitre de la mortalité, la réduction des marges liées au risque de réinvestissement et la reprise d'une provision liée aux prêts hypothécaires au cours de la période considérée.

Le bénéfice net a augmenté de 1 M\$ US par rapport au trimestre précédent.

GESTION D'ACTIFS

FAITS NOUVEAUX EN 2012

- Les primes et les dépôts de Putnam ont augmenté de 1,9 G\$ US par rapport au trimestre précédent et de 770 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison des importantes souscriptions institutionnelles.
- Le total des entrées d'actifs nettes de Putnam a augmenté de 873 M\$ US par rapport au trimestre précédent et de 2,1 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- L'actif géré moyen a augmenté de 2,4 G\$ US par rapport au trimestre précédent en raison des marchés favorables et des entrées nettes. Il a augmenté de 236 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Kasina, un important cabinet-conseil du secteur, a classé le site Web de Putnam s'adressant aux conseillers financiers au premier rang dans le secteur de la gestion d'actifs.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2012	30 juin 2012	30 sept. 2011	30 sept. 2012	30 sept. 2011
Primes et dépôts	6 630 \$	4 740 \$	5 743 \$	17 101 \$	22 709 \$
Honoraires et autres produits					
Frais de gestion de placements	132	129	130	392	402
Honoraires liés au rendement	1	6	–	9	21
Frais administratifs	36	37	36	107	111
Commissions et frais de placement	13	12	15	37	46
Honoraires et autres produits	182	184	181	545	580
Bénéfice net (perte nette)	(4)	(5)	(11)	(21)	23
Primes et dépôts (en dollars américains)	6 630 \$	4 693 \$	5 860 \$	17 054 \$	23 166 \$
Honoraires et autres produits (en dollars américains)					
Frais de gestion de placements (en dollars américains)	132	129	133	392	410
Honoraires liés au rendement (en dollars américains)	1	6	–	9	21
Frais administratifs (en dollars américains)	36	36	37	106	113
Commissions et frais de placement (en dollars américains)	13	11	15	36	48
Honoraires et autres produits (en dollars américains)	182	182	185	543	592
Bénéfice net (perte nette) (en dollars américains)	(4)	(5)	(11)	(21)	24

Primes et dépôts

Les primes et les dépôts ont augmenté de 770 M\$ US par rapport à la période correspondante de 2011. La hausse enregistrée au cours du trimestre s'explique principalement par la vigueur de l'ensemble des souscriptions institutionnelles.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les primes et les dépôts ont diminué de 6,1 G\$ US par rapport à la période correspondante de 2011, ce qui tient essentiellement à la vigueur de l'ensemble des souscriptions au cours du premier semestre de 2011 et à la prudence dont les investisseurs en actions ont fait preuve en 2012 en raison de la volatilité des marchés.

Les primes et les dépôts ont augmenté de 1,9 G\$ US par rapport au trimestre précédent surtout en raison de la vigueur des souscriptions institutionnelles, dont une souscription importante de 1,4 G\$ US.

Honoraires et autres produits

Les produits sont essentiellement tirés des frais de gestion de placements, des honoraires liés au rendement, des frais de gestion liés aux services d'agent des transferts et aux autres services, ainsi que des commissions et frais de placement. Habituellement, les honoraires gagnés sont fondés sur l'actif géré et peuvent dépendre des marchés des capitaux, du rendement relatif des produits d'investissement de Putnam, du nombre de comptes individuels et des souscriptions.

Pour le troisième trimestre de 2012, l'actif géré moyen de Putnam a augmenté de 236 M\$ par rapport à la période correspondante de 2011, car la hausse de 14,3 % de la moyenne de l'indice S&P 500 a contrebalancé les sorties d'actifs nettes. Néanmoins, pour le troisième trimestre de 2012, les honoraires et autres produits ont diminué de 3 M\$ US par rapport à la période correspondante de 2011, principalement en raison d'une diminution des frais de distribution découlant de la baisse des souscriptions et d'une diminution des frais de gestion imputable à une légère diminution des comptes, facteurs contrebalancés en partie par une faible augmentation des honoraires liés au rendement. Malgré la hausse de l'actif géré moyen, les frais de gestion de placements sont demeurés stables en raison d'une modification de la composition de l'actif.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les honoraires et autres produits ont diminué de 49 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison d'une baisse des frais de gestion de placements et des frais de distribution découlant de la baisse de l'actif géré moyen et d'une modification de la composition de l'actif, d'une diminution des honoraires liés au rendement et d'un recul des frais administratifs imputable à une légère diminution des comptes.

Les honoraires et autres produits sont demeurés comparables à ceux du trimestre précédent, car la hausse des frais de gestion de placements découlant de la hausse de l'actif géré moyen et des frais de placement a été entièrement contrebalancée par la diminution des honoraires liés au rendement en raison du caractère saisonnier de la réception de ces honoraires.

Bénéfice net

Au cours du troisième trimestre, le bénéfice net a augmenté de 7 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison des profits réalisés sur le marché par les portefeuilles de capitaux de lancement, de la baisse des charges opérationnelles et de la reprise de certaines réserves pour impôt. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la diminution des honoraires et par l'incidence des ajustements à la juste valeur liés à la charge de rémunération fondée sur des actions qui avait enregistré une baisse de 11 M\$ US au trimestre correspondant de l'exercice précédent et une hausse de 1 M\$ US au trimestre considéré.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, le bénéfice net a diminué de 45 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats de 2011 comprenaient la reprise partielle de 57 M\$ US d'une provision liée à une poursuite judiciaire. Une seconde reprise de 16 M\$ US a été effectuée dans l'exercice considéré. La diminution est également attribuable à la baisse des honoraires et aux modifications apportées à la charge de rémunération fondée sur des actions, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des charges opérationnelles et les profits réalisés sur le marché par les portefeuilles de capitaux de lancement.

Le bénéfice net a augmenté de 1 M\$ US par rapport au trimestre précédent en raison des profits réalisés sur le marché par les portefeuilles de capitaux de lancement, de la baisse des charges opérationnelles et de la reprise de certaines réserves pour impôt. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence des ajustements à la juste valeur liée à la charge de rémunération fondée sur des actions, qui a enregistré une baisse de 7 M\$ US au trimestre précédent et une hausse de 1 M\$ US au trimestre considéré.

ACTIF GÉRÉ

Actif géré

(en millions de dollars américains)

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2012	30 juin 2012	30 sept. 2011	30 sept. 2012	30 sept. 2011
Actif au début	119 708 \$	124 279 \$	129 132 \$	116 652 \$	121 213 \$
Souscriptions (y compris les participations réinvesties)	6 630	4 693	5 860	17 054	23 166
Rachats	(6 028)	(4 964)	(7 319)	(18 692)	(21 171)
Entrées (sorties) d'actifs nettes	602	(271)	(1 459)	(1 638)	1 995
Incidence du rendement du marché	6 625	(4 300)	(13 802)	11 921	(9 337)
Actif à la fin	126 935 \$	119 708 \$	113 871 \$	126 935 \$	113 871 \$
Actif géré moyen	123 012 \$	120 602 \$	122 776 \$	121 984 \$	124 981 \$

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2012, l'actif géré moyen s'est établi à 123 G\$ US, soit 62 G\$ US au titre des fonds communs de placement et 61 G\$ US au titre des comptes institutionnels. L'actif géré moyen a augmenté de 236 M\$ US par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2011, essentiellement en raison de l'incidence du rendement positif sur le marché, contrebalancée en partie par les sorties d'actifs nettes. Bien que l'actif géré moyen soit demeuré relativement comparable, l'actif géré à la clôture a augmenté de 13,1 G\$ US par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2011.

L'actif géré moyen pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 a diminué de 3 G\$ US par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, principalement en raison de la hausse de l'actif géré à l'ouverture dans l'exercice précédent et du moment où sont survenues les fluctuations du marché dans les périodes comparatives.

L'actif géré moyen a augmenté de 2,4 G\$ US par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison de l'incidence favorable de la conjoncture et des entrées d'actifs nettes au troisième trimestre de 2012.

EXPLOITATION GÉNÉRALE AMÉRICAINE

Les résultats de l'exploitation générale américaine tiennent compte d'éléments qui ne sont pas liés directement ou imputés aux unités de l'exploitation américaine. Au cours de la période close le 30 septembre 2012, la Compagnie a réaffecté à Great-West Financial certains éléments de l'impôt sur le résultat et des charges initialement comptabilisés dans l'exploitation générale américaine, afin de les harmoniser davantage avec les produits. Les chiffres correspondants tiennent compte des réaffectations, le cas échéant.

Le bénéfice net de l'exploitation générale américaine a été de néant pour la période considérée et pour la période précédente.

EXPLOITATION EUROPÉENNE

L'exploitation européenne comprend deux unités d'exploitation distinctes : l'unité Assurance et rentes et l'unité Réassurance. L'unité Assurance et rentes représente les activités opérationnelles au Royaume-Uni, à l'île de Man, en Irlande et en Allemagne; elle offre des produits d'assurance et de gestion du patrimoine, y compris des produits de rentes immédiates par l'entremise de la Canada-Vie et de ses filiales. L'unité Réassurance exerce ses activités principalement aux États-Unis, à la Barbade et en Irlande par l'entremise de la Canada-Vie, de la London Life et de leurs filiales.

CONVERSION DES DEVISES

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS visant à éliminer l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS du présent rapport.

Principales données financières consolidées – Exploitation européenne

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2012	30 juin 2012	30 sept. 2011	30 sept. 2012	30 sept. 2011
Primes et dépôts	2 380 \$	2 168 \$	2 485 \$	6 531 \$	6 848 \$
Souscriptions	866	828	1 279	2 449	3 263
Honoraires et autres produits	145	158	139	448	413
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	165	160	148	466	381
Total de l'actif	72 316 \$	71 053 \$	69 790 \$		
Autres actifs administrés	102	102	102		
Total de l'actif administré	72 418 \$	71 155 \$	69 892 \$		

FAITS NOUVEAUX EN 2012

- Le bénéfice net pour le troisième trimestre de 2012 s'est chiffré à 165 M\$, soit une augmentation de 17 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2011. Depuis le début de l'exercice, le bénéfice net a augmenté de 85 M\$, soit de 22 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats enregistrés depuis le début de l'exercice 2011 comprennent des provisions de 84 M\$ liées aux catastrophes relativement aux tremblements de terre survenus au Japon et en Nouvelle-Zélande.
- Les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 145 M\$ pour le troisième trimestre de 2012, soit 4 % de plus qu'à la période correspondante de 2011. Depuis le début de l'exercice, les honoraires et autres produits ont augmenté de 8 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 448 M\$.
- Au troisième trimestre de 2012, les souscriptions de produits d'assurance et de rentes se sont chiffrées à 866 M\$, une baisse de 32 % par rapport à la période correspondante de 2011. Le total des souscriptions pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 s'est chiffré à 2,4 G\$, comparativement à 3,3 G\$ en 2011, ce qui reflète une baisse des souscriptions des produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni et à l'île de Man, qui a été partiellement contrebalancée par de solides souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni.
- Au cours du troisième trimestre, la division de réassurance de la Canada-Vie a conclu des ententes de rétrocession avec une compagnie d'assurance du Royaume-Uni portant sur des blocs d'affaires fermés qui comprennent environ 1,2 million de polices d'assurance distribuées par des banques en Espagne et environ 575 000 polices d'assurance distribuées par des banques au Portugal. Le montant moyen assuré sur les polices rétrocédées est d'environ 27 000 € par police et le montant total des primes annualisées associées aux polices sous-jacentes se chiffre approximativement à 185 M€. Les primes diminueront au fil du temps en raison de la déchéance des polices sous-jacentes.
- L'exploitation de l'île de Man a remporté le prix *Best Protection Product* pour son régime d'assurance-vie flexible dans le cadre de l'édition 2012 de l'International Adviser International Life Awards, pour la quatrième année consécutive.
- Au Royaume-Uni, dans le cadre de l'édition 2012 de l'Investments Life and Pensions Moneyfacts Awards, la Canada-Vie a été récompensée du prix *Best Tax and Estate Planning Solutions Provider* pour la deuxième année consécutive et du prix *Best Group Protection Provider* pour la quatrième année consécutive.

- La Compagnie, par l'intermédiaire de sa filiale indirecte, le Groupe de réassurance London Inc., offre aux compagnies de réassurance une couverture d'assurance contre les catastrophes pour les biens. Les premières estimations des sinistres assurés provoqués par l'ouragan Sandy se chiffrent entre 7 G\$ et 20 G\$. Bien que la Compagnie ne s'attende pas à recevoir incessamment de demandes de règlement officielles, elle estime que son obligation au titre du règlement des sinistres se chiffrera entre 10 M\$ et 25 M\$.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION EUROPÉENNE

Les fluctuations des devises ont eu une incidence négative de 1 M\$ sur le bénéfice net par rapport au troisième trimestre de 2011, et une incidence positive de 1 M\$ par rapport aux neuf premiers mois de 2011.

ASSURANCE ET RENTES

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2012	30 juin 2012	30 sept. 2011	30 sept. 2012	30 sept. 2011
Primes et dépôts	1 180 \$	1 227 \$	1 565 \$	3 454 \$	4 226 \$
Souscriptions	866	828	1 279	2 449	3 263
Honoraires et autres produits	133	146	129	411	383
Bénéfice net	104	108	106	318	328

Primes et dépôts

Pour le troisième trimestre, les primes et les dépôts ont diminué de 385 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la baisse des souscriptions de produits d'épargne à l'île de Man. Cette diminution a été partiellement contrebalancée par de solides souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les primes et les dépôts ont diminué de 18 % par rapport à la période correspondante de 2011, essentiellement en raison du recul des souscriptions de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni et à l'île de Man ainsi que des fluctuations des devises, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des souscriptions des produits de rentes immédiates au Royaume-Uni.

Les primes et les dépôts ont diminué de 4 % par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison de la diminution saisonnière normale des primes d'assurance collective au Royaume-Uni et des fluctuations des devises, contrebalancées en partie par la hausse des souscriptions des produits de rentes immédiates.

Souscriptions

Les souscriptions ont diminué de 413 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent en raison d'un recul de 591 M\$ des produits d'épargne à prime unique à l'île de Man, lequel reflète les fluctuations normales du nombre de grandes affaires. Le recul a été partiellement contrebalancé par de solides souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les souscriptions ont diminué de 814 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison du recul des souscriptions de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni et à l'île de Man, lequel reflète le ralentissement généralisé des marchés et les fluctuations normales du nombre de grandes affaires à l'île de Man. Cette diminution a été contrebalancée en partie par les solides souscriptions des produits de rentes immédiates au Royaume-Uni.

Les souscriptions ont augmenté de 38 M\$ par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison de l'augmentation des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni, contrebalancée en partie par les fluctuations des devises.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits ont augmenté de 4 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, essentiellement en raison du moment de la comptabilisation des honoraires en Irlande en 2011 et de la croissance de l'actif en Allemagne, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des frais de rachat au Royaume-Uni et par les fluctuations des devises.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les honoraires et autres produits ont augmenté de 28 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison du moment choisi pour comptabiliser les honoraires en Irlande et des variations de la composition des souscriptions au Royaume-Uni. La hausse de l'actif géré moyen en Allemagne a également contribué à cette croissance, tout en étant partiellement contrebalancée par les fluctuations des devises.

Les honoraires et autres produits ont diminué de 13 M\$ par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison de la baisse des frais de rachat et de la composition des souscriptions au Royaume-Uni, ainsi que des fluctuations des devises. L'irrégularité des souscriptions et des rachats à l'égard de certains produits de placement à prime unique à court terme peuvent donner lieu à des fluctuations importantes des frais de rachat d'un trimestre à l'autre.

Bénéfice net

Pour le troisième trimestre de 2012, le bénéfice net a diminué de 2 M\$ en raison de la hausse des profits au chapitre des nouvelles affaires dans les produits de rentes immédiates au Royaume-Uni et des résultats favorables au chapitre de la mortalité pour les produits de rentes immédiates et l'assurance collective au Royaume-Uni, facteurs contrebalancés par la baisse des frais de rachat et par l'avantage qu'a conféré la réduction des provisions au titre de l'impôt à payer au Royaume-Uni en 2011. La baisse des réserves au titre des marges d'intérêt a contribué à hauteur de 24 M\$ au bénéfice pour la période, cette incidence étant semblable à celle enregistrée en 2011 relativement aux modifications des marges d'intérêt et des autres réserves.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, le bénéfice net a diminué de 10 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. En 2011, le bénéfice net comprenait l'incidence positive de 44 M\$ découlant des modifications de la méthode d'évaluation des provisions au titre des passifs relatifs aux contrats d'assurance, couvertes par des immeubles. Une hausse de 52 M\$ des profits sur les placements, une amélioration de 29 M\$ des résultats liés à l'assurance collective au Royaume-Uni et une augmentation de 15 M\$ des profits au chapitre des nouvelles affaires dans les produits de rentes au Royaume-Uni ont fourni un apport positif au bénéfice pour la période. L'accroissement des réserves au titre des marges d'intérêt a retranché 17 M\$ au bénéfice net de la période, comparativement à une reprise nette des réserves au titre des marges d'intérêt de 43 M\$ en 2011.

Le bénéfice net s'est chiffré à 104 M\$ au troisième trimestre, une baisse de 4 M\$ par rapport à 108 M\$ au deuxième trimestre, principalement en raison d'une diminution des résultats au chapitre des placements partiellement contrebalancée par l'incidence positive nette des modifications des bases actuarielles.

RÉASSURANCE

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2012	30 juin 2012	30 sept. 2011	30 sept. 2012	30 sept. 2011
Primes et dépôts	1 200 \$	941 \$	920 \$	3 077 \$	2 622 \$
Honoraires et autres produits	12	12	10	37	30
Bénéfice net	61	56	45	151	57

Primes et dépôts

Les primes et les dépôts pour le troisième trimestre de 2012 ont augmenté de 280 M\$ par rapport à l'exercice précédent, essentiellement en raison de l'incidence favorable des nouvelles ententes de rétrocession de polices d'assurance-vie conclues en Europe, de la hausse des volumes liés aux activités d'assurance-vie et des fluctuations des devises.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les primes et les dépôts ont augmenté de 455 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison des nouvelles ententes de rétrocession de polices d'assurance-vie conclues en Europe, de la hausse des volumes liés aux activités d'assurance-vie et des fluctuations des devises.

Les primes et les dépôts ont augmenté de 259 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison des nouvelles ententes de rétrocession de polices d'assurance-vie conclues en Europe et de la hausse des volumes liés aux activités d'assurance-vie.

Honoraires et autres produits

Les activités de réassurance génèrent des honoraires principalement par l'intermédiaire des produits d'assurance-vie, dont les honoraires sont tributaires du volume de la couverture offerte.

Les honoraires et autres produits ont augmenté de 2 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 7 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, essentiellement en raison de la hausse des volumes. Les honoraires et autres produits sont demeurés comparables à ceux enregistrés au trimestre précédent.

Bénéfice net

Le bénéfice net a augmenté de 16 M\$ au troisième trimestre de 2012, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'incidence de 24 M\$ des nouvelles ententes de rétrocession de polices d'assurance-vie conclues en Europe et les changements favorables de 14 M\$ apportés aux réserves au titre des marges d'intérêt ont fourni un apport positif au bénéfice de la période. L'incidence de 26 M\$ des modifications des bases actuarielles, la hausse de 3 M\$ des autres réserves et la baisse de 3 M\$ des profits au chapitre des nouvelles affaires ont constitué des incidences négatives pour le troisième trimestre de 2012.

Le bénéfice net a augmenté de 94 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats de 2011 comprennent des provisions liées aux catastrophes de 84 M\$ relativement aux tremblements de terre survenus au Japon et en Nouvelle-Zélande. Le règlement de certaines questions fiscales, qui a eu une incidence positive de 25 M\$ sur le bénéfice net, les profits au chapitre des nouvelles affaires favorables de 28 M\$, les modifications favorables de 3 M\$ aux marges d'intérêt et la réduction de 5 M\$ des sinistres en matière d'activités de rentes ont fourni un apport positif au bénéfice net de la période. Ces résultats ont été partiellement contrebalancés par une incidence de 27 M\$ des modifications des bases actuarielles, l'incidence de 16 M\$ du raffermissment d'autres réserves et d'autres ajustements d'impôt sur le résultat nets de 11 M\$.

Au troisième trimestre de 2012, le bénéfice net a augmenté de 5 M\$ par rapport au trimestre précédent. L'incidence de 24 M\$ des nouvelles ententes de rétrocession de polices d'assurance-vie conclues en Europe et les modifications favorables de 20 M\$ apportées aux réserves au titre des marges d'intérêt ont fourni un apport positif à la croissance du bénéfice net. Les résultats du deuxième trimestre comprenaient aussi l'incidence positive du règlement de certaines questions fiscales de 25 M\$ sur le bénéfice net. Les résultats moins favorables au chapitre de l'assurance-vie traditionnelle, de 3 M\$, et la hausse de 17 M\$ d'autres réserves ont eu une incidence négative sur les résultats du troisième trimestre.

EXPLOITATION GÉNÉRALE EUROPÉENNE

Les résultats de l'exploitation générale européenne tiennent compte des charges financières, de l'incidence de certains éléments non récurrents ainsi que des résultats liés aux activités internationales existantes.

Le bénéfice net de l'exploitation générale européenne a été de néant, comparativement à une perte nette de 3 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, le bénéfice net est demeuré comparable à celui enregistré pour la période correspondante de l'exercice précédent. Par rapport au trimestre précédent, le bénéfice net a augmenté de 4 M\$ en raison de la modification apportée à la réserve liée aux activités internationales existantes au deuxième trimestre de 2012.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS DE L'EXPLOITATION GÉNÉRALE DE LIFECO

Le secteur de l'exploitation générale de Lifeco comprend les résultats opérationnels associés aux activités de Lifeco qui ne se rapportent pas aux principales unités d'exploitation de la Compagnie.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2012, l'exploitation générale de Lifeco a présenté une perte nette de 13 M\$, comparativement à une perte nette de 1 M\$ au troisième trimestre de 2011. L'augmentation de 12 M\$ de la perte nette tient essentiellement aux pertes de 4 M\$ liées à l'évaluation à la valeur de marché relatives à la macrocouverture de crédit pour le bilan, à la hausse des charges financières et à la perte sur la cession d'immobilisations corporelles.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, l'exploitation générale de Lifeco a affiché une perte nette de 29 M\$, comparativement à une perte nette de 16 M\$ pour la période correspondante de 2011, principalement en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués ci-dessus.

La perte nette de l'exploitation générale de Lifeco a augmenté de 4 M\$ par rapport au trimestre précédent.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS

Renseignements financiers trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action)

	2012			2011				2010
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Total des produits	8 636	\$ 7 792	\$ 6 496	\$ 8 003	\$ 8 506	\$ 7 134	\$ 6 255	\$ 5 247
Détenteurs d'actions ordinaires								
Bénéfice net								
Total	520	491	451	624	457	526	415	465
De base – par action	0,547	0,517	0,475	0,657	0,481	0,553	0,438	0,491
Dilué – par action	0,543	0,513	0,472	0,651	0,478	0,550	0,436	0,488
Bénéfice opérationnel⁽¹⁾								
Total	520	491	451	500	457	526	415	465
De base – par action	0,547	0,517	0,475	0,528	0,481	0,553	0,438	0,491
Dilué – par action	0,543	0,513	0,472	0,523	0,478	0,550	0,436	0,488

(1) Le bénéfice opérationnel est une mesure financière de la performance en matière de bénéfice non définie par les IFRS qui ne tient pas compte de certains éléments que la direction considère comme non récurrents. Se reporter à la rubrique Mesures financières non définies par les IFRS du présent rapport de gestion.

Le bénéfice net consolidé attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Lifeco s'est établi à 520 M\$ pour le troisième trimestre de 2012, comparativement à 457 M\$ il y a un an, ce qui représente 0,547 \$ par action ordinaire (0,543 \$ après dilution) pour le troisième trimestre de 2012, comparativement à 0,481 \$ par action ordinaire (0,478 \$ après dilution) il y a un an.

Le total des produits pour le troisième trimestre de 2012 s'est établi à 8 636 M\$ et comprend des primes reçues de 4 940 M\$, des produits de placement nets réguliers de 1 425 M\$, une variation à la hausse de 1 551 M\$ des actifs de placement à la juste valeur par le biais du résultat net et des honoraires et autres produits de 720 M\$. Le total des produits pour le troisième trimestre de 2011 s'était établi à 8 506 M\$ et comprenait des primes reçues de 4 392 M\$, des produits de placement nets réguliers de 1 330 M\$, une variation à la hausse de 2 080 M\$ des actifs de placement à la juste valeur par le biais du résultat net et des honoraires et autres produits de 704 M\$.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Par suite des évaluations qu'ils ont effectuées au 30 septembre 2012, le président et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif et chef des services financiers ont conclu que les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Compagnie sont efficaces et fournissent une assurance raisonnable que l'information se rapportant à la Compagnie devant être présentée dans les rapports déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales est a) consignée, traitée, résumée et présentée dans les délais stipulés par les lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales, et b) réunie et transmise aux membres de la haute direction de la Compagnie, notamment le président et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif et chef des services financiers, selon le cas, afin de permettre à ceux-ci de prendre des décisions en temps opportun concernant la présentation de l'information.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie est conçu pour garantir de manière raisonnable que cette information est fiable et que les états financiers destinés à des parties externes sont dressés conformément aux IFRS. La direction de la Compagnie est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne à l'égard de l'information financière approprié pour Lifeco. Tous les systèmes de contrôle interne comportent des limites intrinsèques et pourraient devenir inadéquats par suite de modifications de la situation. Par conséquent, même les systèmes qui sont jugés efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers.

Au cours de la période close le 30 septembre 2012, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie n'a fait l'objet d'aucune modification ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir une incidence significative sur celui-ci.

CONVERSION DES DEVICES

Lifeco exerce ses activités dans plusieurs devises par l'intermédiaire de ses filiales en exploitation. Les quatre principales devises sont le dollar canadien, le dollar américain, la livre sterling et l'euro. Dans le présent rapport, l'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période. Voici les taux employés :

Conversion des devises Périodes closes les	30 sept. 2012	30 juin 2012	31 mars 2012	31 déc. 2011	30 sept. 2011	30 juin 2011
Dollar américain						
Bilan	0,98 \$	1,02 \$	1,00 \$	1,02 \$	1,04 \$	0,96 \$
Produits et charges	1,00 \$	1,01 \$	1,00 \$	1,02 \$	0,98 \$	0,97 \$
Livre sterling						
Bilan	1,59 \$	1,60 \$	1,60 \$	1,58 \$	1,62 \$	1,55 \$
Produits et charges	1,57 \$	1,60 \$	1,57 \$	1,61 \$	1,58 \$	1,58 \$
Euro						
Bilan	1,26 \$	1,29 \$	1,33 \$	1,32 \$	1,40 \$	1,40 \$
Produits et charges	1,24 \$	1,30 \$	1,31 \$	1,38 \$	1,38 \$	1,39 \$

DÉPÔTS DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT ET ÉQUIVALENT DES PRIMES SAS (CONTRATS SAS)

Les états financiers d'une compagnie d'assurance-vie ne comprennent pas l'actif, le passif, les dépôts et les retraits visant les fonds communs de placement, ni les règlements de sinistres relatifs aux contrats collectifs de garanties de soins de santé SAS. Cependant, la Compagnie touche des honoraires et autres produits relativement à ces contrats. Les fonds communs de placement et les contrats SAS représentent un secteur important des activités générales de la Compagnie. Par conséquent, ils doivent être pris en compte lorsque les volumes, les tailles et les tendances sont comparés.

Des renseignements supplémentaires sur Lifeco, y compris ses plus récents états financiers consolidés, l'attestation du chef de la direction et du chef des services financiers ainsi que la notice annuelle, sont accessibles sur le site www.sedar.com.

COMPTES CONSOLIDÉS DE RÉSULTAT *(non audité)*
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2012	30 juin 2012	30 septembre 2011	30 septembre 2012	30 septembre 2011
Produits					
Primes reçues					
Primes brutes souscrites	5 645 \$	5 233 \$	5 059 \$	16 076 \$	14 980 \$
Primes cédées	(705)	(709)	(667)	(2 083)	(2 021)
Total des primes, montant net	4 940	4 524	4 392	13 993	12 959
Produits de placement nets (note 3)					
Produits de placement nets réguliers	1 425	1 428	1 330	4 292	4 173
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	1 551	1 106	2 080	2 461	2 600
Total des produits de placement nets	2 976	2 534	3 410	6 753	6 773
Honoraires et autres produits	720	734	704	2 178	2 163
	8 636	7 792	8 506	22 924	21 895
Prestations et charges					
Prestations aux titulaires de police					
Contrats d'assurance et d'investissement					
Montant brut	4 137	4 311	3 988	13 054	12 417
Montant cédé	(304)	(367)	(284)	(1 058)	(933)
Total des prestations aux titulaires de police, montant net	3 833	3 944	3 704	11 996	11 484
Participations des titulaires de police et bonifications	414	367	385	1 145	1 115
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	2 360	1 668	2 737	4 188	4 104
Total des sommes versées ou créditées aux titulaires de police	6 607	5 979	6 826	17 329	16 703
Commissions	441	415	372	1 266	1 139
Charges opérationnelles et frais administratifs	653	637	605	1 930	1 808
Taxes sur les primes	74	72	64	218	188
Charges financières (note 7)	70	72	72	214	216
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	25	28	24	79	72
Bénéfice avant impôt	766	589	543	1 888	1 769
Impôt sur le résultat (note 14)	141	72	54	270	284
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	625	517	489	1 618	1 485
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	75	(2)	8	73	15
Bénéfice net	550	519	481	1 545	1 470
Dividendes – détenteurs d'actions privilegiées perpétuelles	30	28	24	83	72
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	520 \$	491 \$	457 \$	1 462 \$	1 398 \$
Bénéfice par action ordinaire (note 13)					
De base	0,547 \$	0,517 \$	0,481 \$	1,539 \$	1,473 \$
Dilué	0,543 \$	0,513 \$	0,478 \$	1,529 \$	1,461 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL (non audité)
(en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2012	30 juin 2012	30 septembre 2011	30 septembre 2012	30 septembre 2011
Bénéfice net	550 \$	519 \$	481 \$	1 545 \$	1 470 \$
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)					
Profits (pertes) de change latents à la conversion des établissements à l'étranger	(245)	88	545	(218)	416
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	–	–	1	–	1
Profits (pertes) latents sur les actifs disponibles à la vente	47	68	163	94	202
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	(12)	(15)	(31)	(26)	(46)
(Profits) pertes réalisés sur les actifs disponibles à la vente	(17)	(51)	(26)	(104)	(94)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	3	13	6	26	25
Profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie	55	(27)	(115)	31	(67)
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	(21)	10	44	(12)	26
(Profits) pertes réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie	–	1	–	1	1
Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	(28)	(63)	(5)	(68)
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	1	7	15	3	17
	(190)	66	539	(210)	413
Bénéfice global	360 \$	585 \$	1 020 \$	1 335 \$	1 883 \$

BILANS CONSOLIDÉS (non audité)
(en millions de dollars canadiens)

	30 septembre 2012	31 décembre 2011
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 871 \$	2 056 \$
Obligations (note 3)	82 660	78 073
Prêts hypothécaires (note 3)	17 559	17 432
Actions (note 3)	6 929	6 704
Immeubles de placement (note 3)	3 446	3 201
Avances consenties aux titulaires de police	6 989	7 162
	<u>119 454</u>	<u>114 628</u>
Fonds détenus par des assureurs cédants	10 336	9 923
Goodwill	5 396	5 401
Immobilisations incorporelles	3 084	3 154
Instruments financiers dérivés	1 141	968
Biens immobiliers occupés par leur propriétaire	508	491
Immobilisations corporelles	142	137
Actifs au titre des cessions en réassurance (note 6)	1 846	2 061
Autres actifs	4 585	4 283
Actifs d'impôt différé	1 025	1 140
Fonds distincts pour le risque lié aux porteurs de parts (note 5)	101 526	96 582
	<u>249 043 \$</u>	<u>238 768 \$</u>
Total de l'actif		
Passif		
Passifs relatifs aux contrats d'assurance (note 6)	117 891 \$	114 730 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement (note 6)	759	782
Débitures et autres instruments d'emprunt	4 273	4 313
Fonds détenus en vertu de traités de réassurance	181	169
Instruments financiers dérivés	269	316
Autres passifs	4 408	4 287
Passifs d'impôt différé	936	929
Conventions de rachat	1 444	23
Titres de fiducies de capital (note 8)	352	533
Contrats d'assurance et d'investissement au titre des porteurs de parts (note 5)	101 526	96 582
	<u>232 039</u>	<u>222 664</u>
Total du passif		
Capitaux propres		
Participations ne donnant pas le contrôle		
Surplus attribuable aux comptes de participation de filiales	2 301	2 227
Participations ne donnant pas le contrôle dans le capital social	4	3
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Capital social (note 9)		
Actions privilégiées perpétuelles	2 344	1 894
Actions ordinaires	5 832	5 828
Surplus cumulé	6 904	6 327
Cumul des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	(443)	(233)
Surplus d'apport	62	58
	<u>17 004</u>	<u>16 104</u>
Total des capitaux propres		
Total du passif et des capitaux propres	<u>249 043 \$</u>	<u>238 768 \$</u>

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES *(non audité)*
(en millions de dollars canadiens)

30 septembre 2012						
Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
Solde au début	7 722 \$	58 \$	6 327 \$	(233) \$	2 230 \$	16 104 \$
Bénéfice net	-	-	1 545	-	73	1 618
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	-	-	-	(210)	2	(208)
	7 722	58	7 872	(443)	2 305	17 514
Frais d'émission d'actions (note 9)	-	-	(9)	-	-	(9)
Dividendes aux actionnaires	-	-	-	-	-	-
Détenteurs d'actions privilégiées perpétuelles	-	-	(83)	-	-	(83)
Détenteurs d'actions ordinaires	-	-	(876)	-	-	(876)
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	4	-	-	-	-	4
Émission d'actions privilégiées (note 9)	450	-	-	-	-	450
Paiements fondés sur des actions	-	4	-	-	-	4
Solde à la fin	8 176 \$	62 \$	6 904 \$	(443) \$	2 305 \$	17 004 \$

31 décembre 2011						
Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
Solde au début	7 699 \$	55 \$	5 474 \$	(459) \$	2 047 \$	14 816 \$
Bénéfice net	-	-	2 118	-	121	2 239
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	-	-	-	226	62	288
	7 699	55	7 592	(233)	2 230	17 343
Dividendes aux actionnaires	-	-	-	-	-	-
Détenteurs d'actions privilégiées perpétuelles	-	-	(96)	-	-	(96)
Détenteurs d'actions ordinaires	-	-	(1 169)	-	-	(1 169)
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	26	-	-	-	-	26
Rachat d'actions privilégiées	(3)	-	-	-	-	(3)
Paiements fondés sur des actions	-	3	-	-	-	3
Solde à la fin	7 722 \$	58 \$	6 327 \$	(233) \$	2 230 \$	16 104 \$

30 septembre 2011						
Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
Solde au début	7 699 \$	55 \$	5 474 \$	(459) \$	2 047 \$	14 816 \$
Bénéfice net	-	-	1 470	-	15	1 485
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	-	-	-	413	51	464
	7 699	55	6 944	(46)	2 113	16 765
Dividendes aux actionnaires	-	-	-	-	-	-
Détenteurs d'actions privilégiées perpétuelles	-	-	(72)	-	-	(72)
Détenteurs d'actions ordinaires	-	-	(876)	-	-	(876)
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	23	-	-	-	-	23
Rachat d'actions privilégiées	(4)	-	-	-	-	(4)
Paiements fondés sur des actions	-	1	-	-	-	1
Solde à la fin	7 718 \$	56 \$	5 996 \$	(46) \$	2 113 \$	15 837 \$

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE (non audité)
(en millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2012	2011
Activités opérationnelles		
Bénéfice avant impôt	1 888 \$	1 769 \$
Impôt sur le résultat payé, déduction faite des remboursements reçus	(207)	137
Ajustements :		
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	3 990	3 881
Variation des fonds détenus par des assureurs cédants	100	330
Variation des fonds détenus en vertu de traités de réassurance	54	29
Variation des coûts d'acquisition différés	20	(2)
Variation des actifs au titre des cessions en réassurance	235	381
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	(2 461)	(2 600)
Autres	(244)	(349)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	<u>3 375</u>	<u>3 576</u>
Activités de financement		
Émission d'actions ordinaires	4	23
Émission d'actions privilégiées	450	-
Diminution de la marge de crédit d'une filiale	(1)	(33)
Augmentation de débetures et d'autres instruments d'emprunt	1	4
Rachat de titres de fiducies de capital	(178)	-
Frais d'émission d'actions	(9)	-
Dividendes versés sur les actions ordinaires	(876)	(876)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	(83)	(72)
	<u>(692)</u>	<u>(954)</u>
Activités d'investissement		
Ventes et échéances d'obligations	16 336	15 149
Encaissements sur prêts hypothécaires	1 561	1 240
Ventes d'actions	1 705	1 658
Ventes d'immeubles de placement	-	70
Variation des avances consenties aux titulaires de police	(11)	(91)
Variation des conventions de rachat	1 453	92
Placement dans des obligations	(20 201)	(16 627)
Placement dans des prêts hypothécaires	(1 823)	(1 938)
Placement dans des actions	(1 681)	(1 952)
Placement dans des immeubles de placement	(176)	(181)
	<u>(2 837)</u>	<u>(2 580)</u>
Incidence des fluctuations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(31)	72
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(185)	114
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	2 056	1 840
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	1 871 \$	1 954 \$
Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie		
Produits d'intérêts reçus	3 430 \$	3 421 \$
Intérêts versés	182 \$	174 \$
Dividendes reçus	154 \$	142 \$

Notes annexes (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

1. Renseignements généraux

Great-West Lifeco Inc. (Lifeco ou la Compagnie) est une société inscrite en Bourse (TSX : GWO), constituée en société par actions et domiciliée au Canada. L'adresse du siège social de la Compagnie est la suivante : 100 Osborne Street North, Winnipeg (Manitoba) Canada, R3C 1V3. Lifeco est membre du groupe de sociétés de la Corporation Financière Power (la Financière Power), et cette dernière est la société mère de la Compagnie.

Lifeco est une société de portefeuille spécialisée dans les services financiers et elle exerce des activités dans les secteurs de l'assurance-vie, de l'assurance-maladie, de l'épargne-retraite, de la gestion de placements et de la réassurance, principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie par l'entremise de ses principales filiales en exploitation, soit La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West), la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), Great-West Life & Annuity Insurance Company (GWL&A) et Putnam Investments, LLC (Putnam).

La publication des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers) de la Compagnie au et pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012 a été approuvée par le conseil d'administration en date du 8 novembre 2012.

2. Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables

Les états financiers de Lifeco au 30 septembre 2012 ont été préparés conformément aux exigences de la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (l'IASB), ainsi qu'aux mêmes méthodes comptables et de calcul que celles qui ont été suivies dans les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2011. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, la Compagnie n'a adopté aucun changement de méthodes comptables. Les présents états financiers consolidés intermédiaires devraient être lus parallèlement aux états financiers consolidés et aux notes annexes compris dans le rapport annuel de la Compagnie daté du 31 décembre 2011.

Estimations et jugements critiques

Pour dresser des états financiers conformes aux Normes internationales d'information financière (les IFRS), la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui influent sur les montants présentés de l'actif et du passif et sur les informations fournies à l'égard des actifs et des passifs éventuels à la date de clôture, ainsi que sur les montants présentés au titre des produits et des charges pendant la période de présentation de l'information financière. L'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, de certains actifs et passifs financiers, du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, de l'impôt sur le résultat, des éventualités ainsi que des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi constitue l'élément le plus important des états financiers de la Compagnie faisant l'objet d'estimations par la direction. La monnaie fonctionnelle utilisée dans les états financiers de la Compagnie est déterminée en fonction de l'environnement économique principal dans lequel elle exerce ses activités.

La direction a fait appel à son jugement en ce qui a trait au classement, dans les états financiers, des contrats d'assurance et d'investissement ainsi que des instruments financiers. En outre, le jugement de la direction était requis en ce qui a trait à la comptabilisation des provisions au titre des produits différés et des coûts d'acquisition différés, à l'évaluation des actifs d'impôt différé, à la transformation en composantes des immobilisations corporelles, à la définition des relations entretenues avec les filiales et les structures d'accueil ainsi qu'à l'identification des unités génératrices de trésorerie et des secteurs opérationnels.

Les résultats de la Compagnie tiennent compte des jugements portés par la direction à l'égard de l'incidence de la situation actuelle des marchés du crédit, des actions ainsi que du change à l'échelle mondiale. L'estimation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement repose sur les notations de crédit des placements. La Compagnie a pour habitude d'utiliser les notations de crédit de tiers indépendants lorsque celles-ci sont disponibles. Les modifications de notations de crédit peuvent afficher un décalage par rapport aux faits nouveaux dans le contexte actuel. Les ajustements subséquents des notations de crédit auront une incidence sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement.

Méthodes comptables futures

Dans l'avenir, les IFRS présentées dans le tableau ci-dessous pourraient avoir une incidence sur la Compagnie.

Normes entrant en vigueur en 2013

Norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IAS 19, <i>Avantages du personnel</i>	<p>L'IASB a publié une version modifiée de cette norme en juin 2011, qui élimine l'approche du corridor pour la comptabilisation des écarts actuariels. Ces écarts seraient constatés immédiatement dans les autres éléments du bénéfice global. Par conséquent, les actifs et les passifs nets au titre des régimes de retraite correspondront à la situation de capitalisation de ces régimes dans les bilans consolidés. En vertu de la version révisée d'IAS 19, le rendement prévu de l'actif des régimes n'est plus appliqué à la juste valeur des actifs pour calculer le coût des prestations. Selon la norme révisée, le taux d'actualisation doit être appliqué au montant net de l'actif (du passif) au titre des prestations définies du régime lors du calcul du montant net des produits (charges) d'intérêts. Ce taux d'actualisation est déterminé relativement au rendement des obligations de sociétés de haute qualité sur le marché, à la clôture de la période de présentation de l'information financière. De plus, la norme révisée comprend des modifications portant sur la présentation de l'obligation au titre des prestations définies, de la juste valeur des actifs du régime, des composantes de la charge de retraite et d'autres renseignements sur les régimes de retraite dans les états financiers d'une société, ainsi que sur les informations à fournir à l'égard de ces éléments.</p> <p>La Compagnie continuera d'utiliser l'approche du corridor jusqu'à ce que la révision de la norme portant sur les avantages du personnel soit en vigueur, c'est-à-dire le 1^{er} janvier 2013. Conformément aux dispositions transitoires d'IAS 19, cette modification relative aux IFRS sera appliquée de façon rétroactive.</p> <p>Pour obtenir plus de détails sur les régimes d'avantages du personnel de la Compagnie, se reporter à la note 23 des états financiers consolidés du 31 décembre 2011.</p>

Norme révisée	Sommaire des modifications à venir
<p>IFRS 10, <i>États financiers consolidés</i>; IFRS 11, <i>Partenariats</i>; IFRS 12, <i>Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités</i></p>	<p>À compter du 1^{er} janvier 2013, la Compagnie prévoit adopter IFRS 10, <i>États financiers consolidés</i>, IFRS 11, <i>Partenariats</i>, et IFRS 12, <i>Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités</i>, aux fins de la préparation et de la présentation de ses états financiers consolidés.</p> <p>IFRS 10, <i>États financiers consolidés</i>, utilise des principes de consolidation fondés sur une définition révisée du contrôle. Le contrôle est lié au pouvoir qu'a l'investisseur de diriger les activités de l'entreprise détenue, à sa capacité de tirer des rendements variables de ses avoirs dans l'entreprise détenue et au lien direct qui existe entre le pouvoir de diriger les activités et de recevoir des rendements.</p> <p>IFRS 11, <i>Partenariats</i>, sépare les entités contrôlées conjointement selon qu'il s'agit d'activités conjointes ou de coentreprises. Cette norme élimine l'option pour une entité d'utiliser la consolidation proportionnelle pour comptabiliser ses participations dans des coentreprises, celle-ci devant dorénavant utiliser la méthode de la mise en équivalence à cette fin.</p> <p>IFRS 12, <i>Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités</i>, propose de nouvelles exigences en matière d'informations à fournir en ce qui a trait aux participations qu'une entité détient dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées. Cette norme exige la présentation d'informations supplémentaires, notamment sur la manière de déterminer le contrôle et sur les restrictions pouvant exister en ce qui a trait à l'actif et au passif consolidés présentés dans les états financiers.</p> <p>En juin 2012, l'IASB a publié des modifications qui clarifient les dispositions transitoires présentées dans IFRS 10 et offre une dispense transitoire supplémentaire dans IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 qui limite l'obligation de fournir des informations comparatives ajustées portant seulement sur la période précédente. La Compagnie continue d'évaluer l'incidence des normes susmentionnées sur ses procédures de consolidation et sur les informations à fournir en vue de leur entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2013, mais elle ne s'attend pas à ce que cette incidence soit importante.</p> <p>L'IASB a publié un exposé-sondage qui propose une dispense de consolidation pour les entités contrôlées par des entités d'investissement. Les membres du secteur de l'assurance cherchent à obtenir des précisions afin de déterminer si la présentation des fonds distincts dans les états financiers d'un assureur-vie ne serait pas substantiellement différente de la présentation actuelle en vertu d'IAS 27, <i>États financiers consolidés et individuels</i>.</p>
<p>IFRS 13, <i>Évaluation de la juste valeur</i></p>	<p>La Compagnie adoptera IFRS 13, <i>Évaluation de la juste valeur</i>, qui vise à accroître la cohérence et la comparabilité des évaluations à la juste valeur et des informations fournies à leur sujet, à l'aide d'une hiérarchie des justes valeurs. La norme sera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2013. Cette hiérarchie classe selon trois niveaux les données d'entrée des techniques d'évaluation. La hiérarchie place au plus haut niveau les cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, et au niveau le plus bas les données d'entrée non observables. La norme fournit en outre des indications concernant l'évaluation et les informations à fournir à l'égard de la juste valeur d'actifs non financiers tels que les immeubles de placement de la Compagnie.</p> <p>La norme porte principalement sur les informations à fournir et n'aura donc pas d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie.</p>

Norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IAS 1, <i>Présentation des états financiers</i>	<p>À compter du 1^{er} janvier 2013, la Compagnie adoptera le guide d'application fourni dans la version modifiée d'IAS 1, <i>Présentation des états financiers</i>. La norme modifiée exige que les autres éléments du bénéfice global soient classés par nature et groupés selon qu'ils seront reclassés en bénéfice net au cours d'une période ultérieure (lorsque certaines conditions sont réunies) ou qu'ils ne le seront pas.</p> <p>Cette norme révisée porte seulement sur la présentation et n'aura donc pas d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie.</p>
IFRS 7, <i>Instruments financiers : Informations à fournir</i>	<p>À compter du 1^{er} janvier 2013, la Compagnie adoptera les directives comprises dans les modifications apportées à IFRS 7, <i>Instruments financiers</i>. La norme ainsi modifiée présente de nouvelles informations à fournir relativement aux instruments financiers, notamment au sujet des droits de compensation et des arrangements connexes aux termes de conventions de compensation globale. À la connaissance de la Compagnie, aucun élément n'a subi l'incidence de la norme révisée.</p> <p>La norme révisée porte seulement sur les informations à fournir et n'aura donc pas d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie.</p>

Normes qui devraient entrer en vigueur après 2013

Norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IFRS 4, <i>Contrats d'assurance</i>	<p>L'IASB a publié un exposé-sondage proposant des modifications à la norme comptable portant sur les contrats d'assurance en juillet 2010. Aux termes de cette proposition, l'assureur serait tenu d'évaluer les passifs d'assurance au moyen d'un modèle axé sur le montant, l'échéance et le degré d'incertitude des flux de trésorerie futurs associés aux contrats d'assurance. Cette proposition diffère grandement du lien entre les actifs et les passifs au titre des polices d'assurance pris en compte aux termes de la méthode du report variable, et elle pourrait entraîner une variation significative des résultats de la Compagnie. L'exposé-sondage propose également des modifications à la présentation et aux informations à fournir dans les états financiers.</p> <p>Depuis la publication de l'exposé-sondage, des membres du secteur de l'assurance ainsi que des organismes de normalisation comptable du monde entier ont recommandé que d'importantes modifications soient apportées à l'exposé-sondage de 2010. À l'heure actuelle, aucune nouvelle norme n'a été publiée ou n'a été présentée en exposé-sondage.</p> <p>Tant qu'une nouvelle IFRS visant l'évaluation des contrats d'assurance ne sera pas publiée, la Compagnie continuera d'évaluer les passifs relatifs aux polices d'assurance selon la méthode du report variable. L'entrée en vigueur d'une norme définitive n'est pas prévue avant plusieurs années. La Compagnie continue de surveiller activement les développements à cet égard.</p>

Norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>	<p>La nouvelle norme exige que tous les actifs financiers soient classés au coût amorti ou à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale et que les catégories « disponible à la vente », « détenu jusqu'à son échéance » et « prêts et créances » soient éliminées. Le plan proposé prévoit la création d'une catégorie de classement supplémentaire pour les actifs financiers, soit « évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ».</p> <p>La nouvelle norme exige également :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que les dérivés incorporés soient évalués aux fins du classement avec leur actif financier hôte; • qu'une méthode de dépréciation soit utilisée pour les actifs financiers évalués au coût amorti; • que des modifications soient apportées aux critères liés à l'application de la comptabilité de couverture et à l'évaluation de l'efficacité. <p>L'incidence d'IFRS 9 sur la Compagnie sera évaluée de façon approfondie lorsque les éléments restants du projet de l'IASB qui vise à remplacer IAS 39, <i>Instruments financiers</i>, soit la méthode de dépréciation, la comptabilité de couverture et la compensation des actifs et des passifs, auront été finalisés. La Compagnie continue de surveiller activement les développements à cet égard.</p> <p>Selon l'échéancier actuel, l'adoption d'IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>, est prévue pour l'exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2015. La Compagnie continue toutefois de suivre l'évolution de cette norme en considérant les changements apportés à IFRS 4.</p>
IAS 17, <i>Contrats de location</i>	<p>L'IASB a publié un exposé-sondage qui propose un nouveau modèle comptable pour les contrats de location, aux termes duquel ces derniers seraient comptabilisés soit selon le modèle reposant sur le droit d'utilisation, soit selon la méthode linéaire. Selon le modèle reposant sur le droit d'utilisation, le preneur et le bailleur auront à constater les actifs et les passifs au bilan à la valeur actualisée des paiements de location découlant du contrat de location, dans la mesure où la durée de celui-ci correspond à la plus grande partie de la durée de vie économique de l'actif ou que la valeur actualisée des paiements de location représente une part importante de la juste valeur de l'actif. La méthode linéaire s'appliquerait dans le cas des contrats de location d'actifs dont la durée est négligeable par rapport à la durée de vie économique totale de l'actif et dont la valeur actualisée des paiements de location est négligeable par rapport à la juste valeur de l'actif. Les nouveaux modèles de contrats de location remplacent les modèles comptables de contrat de location simple et de contrat de location-financement qui existent actuellement selon IAS 17, <i>Contrats de location</i>.</p> <p>L'incidence de l'adoption des modifications proposées sera évaluée de façon approfondie une fois que la version finale de la norme sur les contrats de location sera publiée, ce qui est prévu pour le premier semestre de 2013.</p>
IAS 18, <i>Produits des activités ordinaires</i>	<p>L'IASB a publié un deuxième exposé-sondage en novembre 2011, qui propose la création d'une norme portant sur la comptabilisation des produits afin d'uniformiser la présentation de l'information financière sur les produits provenant de contrats clients et les coûts connexes. Une société serait ainsi tenue de comptabiliser, lors de la prestation de services ou de la vente de biens à un client, un produit correspondant à la contrepartie que la société s'attend à recevoir du client.</p> <p>L'incidence de l'adoption des modifications proposées sera évaluée une fois que la version finale de la norme sur la comptabilisation des produits sera publiée, ce qui est prévu pour le premier semestre de 2013.</p>

Norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IAS 32, <i>Instruments financiers : Présentation</i>	<p>À compter du 1^{er} janvier 2014, la Compagnie adoptera les directives comprises dans les modifications apportées à IAS 32, <i>Instruments financiers : Présentation</i>. Cette norme révisée précise les exigences en matière de compensation des actifs et des passifs financiers.</p> <p>La Compagnie évalue actuellement l'incidence qu'aura cette norme sur la présentation de ses états financiers.</p>

3. Placements de portefeuille

a) La valeur comptable et la juste valeur estimative des placements de portefeuille sont les suivantes :

	30 septembre 2012		31 décembre 2011	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Obligations				
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	61 393 \$	61 393 \$	59 856 \$	59 856 \$
Classées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	1 970	1 970	1 853	1 853
Disponibles à la vente	8 646	8 646	6 620	6 620
Prêts et créances	10 651	12 209	9 744	10 785
	82 660	84 218	78 073	79 114
Prêts hypothécaires				
Résidentiels	5 940	6 353	5 996	6 424
Non résidentiels	11 619	12 419	11 436	12 238
	17 559	18 772	17 432	18 662
Actions				
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	5 756	5 756	5 502	5 502
Disponibles à la vente	830	830	864	864
Autres	343	353	338	406
	6 929	6 939	6 704	6 772
Immeubles de placement	3 446	3 446	3 201	3 201
	110 594 \$	113 375 \$	105 410 \$	107 749 \$

(1) Les placements à la juste valeur par le biais du résultat net peuvent être désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au gré de la direction, ou classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net s'ils sont négociés activement dans le but de générer des produits de placement.

b) Les placements de portefeuille incluent ce qui suit :

Valeur comptable des placements ayant subi une dépréciation

	30 septembre 2012	31 décembre 2011
Montant, par catégorie de placements		
À la juste valeur par le biais du résultat net	294 \$	290 \$
Disponibles à la vente	22	51
Prêts et créances	23	35
Total	339 \$	376 \$

La provision pour les prêts et créances s'est chiffrée à 16 \$ au 30 septembre 2012 et à 36 \$ au 31 décembre 2011.

c) Les produits de placement nets se répartissent comme suit :

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2012	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	913 \$	223 \$	67 \$	61 \$	154 \$	1 418 \$
Profits (pertes) nets réalisés <i>(disponibles à la vente)</i>	18	-	1	-	-	19
Profits (pertes) nets réalisés <i>(autres classements)</i>	4	4	-	-	-	8
Recouvrement de (dotation à la provision pour) pertes sur créances, montant net <i>(prêts et créances)</i>	1	14	-	-	-	15
Autres produits et charges	-	-	-	(16)	(19)	(35)
	936	241	68	45	135	1 425
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits (pertes) nets réalisés et latents <i>(classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net)</i>	11	-	-	-	-	11
Profits (pertes) nets réalisés et latents <i>(désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net)</i>	1 221	-	266	23	30	1 540
	1 232	-	266	23	30	1 551
Produits de placement nets	2 168 \$	241 \$	334 \$	68 \$	165 \$	2 976 \$

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2011	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	944 \$	220 \$	48 \$	64 \$	56 \$	1 332 \$
Profits (pertes) nets réalisés <i>(disponibles à la vente)</i>	28	-	(1)	-	-	27
Profits (pertes) nets réalisés <i>(autres classements)</i>	3	4	-	-	-	7
Recouvrement de (dotation à la provision pour) pertes sur créances, montant net <i>(prêts et créances)</i>	2	(4)	-	-	-	(2)
Autres produits et charges	-	-	-	(16)	(18)	(34)
	977	220	47	48	38	1 330
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits (pertes) nets réalisés et latents <i>(classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net)</i>	54	-	-	-	-	54
Profits (pertes) nets réalisés et latents <i>(désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net)</i>	2 553	-	(583)	26	30	2 026
	2 607	-	(583)	26	30	2 080
Produits de placement nets	3 584 \$	220 \$	(536) \$	74 \$	68 \$	3 410 \$

**Pour la période de neuf mois close le
30 septembre 2012**

	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	2 768 \$	672 \$	187 \$	185 \$	433 \$	4 245 \$
Profits (pertes) nets réalisés (disponibles à la vente)	104	–	2	–	–	106
Profits (pertes) nets réalisés (autres classements)	7	21	–	–	–	28
Recouvrement de (dotation à la provision pour) pertes sur créances, montant net (prêts et créances)	1	14	–	–	–	15
Autres produits et charges	–	–	–	(46)	(56)	(102)
	2 880	707	189	139	377	4 292
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits (pertes) nets réalisés et latents (classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net)	30	–	–	–	–	30
Profits (pertes) nets réalisés et latents (désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net)	2 093	–	273	91	(26)	2 431
	2 123	–	273	91	(26)	2 461
Produits de placement nets	5 003 \$	707 \$	462 \$	230 \$	351 \$	6 753 \$

**Pour la période de neuf mois close le
30 septembre 2011**

	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	2 823 \$	652 \$	139 \$	189 \$	341 \$	4 144 \$
Profits (pertes) nets réalisés (disponibles à la vente)	92	–	5	–	–	97
Profits (pertes) nets réalisés (autres classements)	9	13	–	–	–	22
Recouvrement de (dotation à la provision pour) pertes sur créances, montant net (prêts et créances)	18	(7)	–	–	–	11
Autres produits et charges	–	–	–	(49)	(52)	(101)
	2 942	658	144	140	289	4 173
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits (pertes) nets réalisés et latents (classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net)	57	–	–	–	–	57
Profits (pertes) nets réalisés et latents (désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net)	2 941	–	(467)	127	(58)	2 543
	2 998	–	(467)	127	(58)	2 600
Produits de placement nets	5 940 \$	658 \$	(323) \$	267 \$	231 \$	6 773 \$

Les produits de placement gagnés comprennent les produits générés par les placements classés comme étant disponibles à la vente, comme des prêts et créances, et classés ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les produits de placement tirés des obligations et des prêts hypothécaires comprennent les produits d'intérêts ainsi que l'amortissement des primes et de l'escompte. Les produits tirés des actions comprennent les dividendes et les produits tirés de la participation de la Compagnie dans la Société financière IGM Inc. (IGM). Les produits tirés des immeubles de placement comprennent les produits locatifs, les loyers fonciers gagnés sur les terrains loués et sous-loués, le recouvrement des frais, les produits au titre de la résiliation de baux ainsi que les intérêts et les autres produits de placement réalisés sur les immeubles de placement.

4. Gestion du risque

La Compagnie dispose de politiques pour déterminer, mesurer, surveiller et atténuer les risques liés à ses instruments financiers et en assurer le contrôle. Les principaux risques à cet égard sont le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (change, taux d'intérêt et marchés boursiers). Le comité de gestion des risques du conseil d'administration est responsable du suivi des principaux risques auxquels la Compagnie est exposée. L'approche de la Compagnie à l'égard de la gestion du risque n'a pas changé de manière importante par rapport à celle qui est décrite dans le rapport annuel de 2011 de Lifeco. Certains risques sont présentés ci-dessous. Une analyse complète de la structure de gouvernance de la Compagnie et de son approche de gestion à l'égard du risque est présentée à la note intitulée Gestion du risque lié aux instruments financiers, dans les états financiers consolidés de la Compagnie datés du 31 décembre 2011.

La Compagnie a également établi des politiques et des procédures pour déterminer, mesurer et présenter les risques significatifs. La direction est responsable de l'établissement des procédures d'évaluation du capital relatives à la mise en œuvre et à la surveillance du plan de capital. Le conseil d'administration examine et approuve toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que la Compagnie subisse une perte financière si certains de ses débiteurs manquent à leur obligation d'effectuer des paiements à leur échéance.

Concentration du risque de crédit

Les concentrations du risque de crédit proviennent de l'exposition à un seul débiteur, à un groupe de débiteurs apparentés ou à un groupe de débiteurs partageant des caractéristiques de risque de crédit similaires, comme un groupe de débiteurs exerçant leurs activités dans la même région ou dans des secteurs similaires. Aucun changement important n'est survenu depuis l'exercice clos le 31 décembre 2011.

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Compagnie ne soit pas en mesure de répondre à la totalité de ses engagements en matière de sorties de trésorerie à mesure qu'ils arrivent à échéance. La Compagnie gère ce risque en appliquant les politiques et les procédures suivantes :

- La Compagnie gère étroitement les liquidités d'exploitation au moyen de l'appariement des flux de trésorerie de l'actif et du passif et par l'établissement de prévisions quant aux rendements obtenus et nécessaires. Cette façon de procéder assure une correspondance entre les obligations à l'égard des titulaires de police et le rendement de l'actif.
- La direction surveille de près la solvabilité et les positions de capitaux propres de ses principales filiales et les compare aux besoins de liquidités de la société de portefeuille. La Compagnie peut obtenir des liquidités supplémentaires par l'intermédiaire de marges de crédit établies ou des marchés financiers. La Compagnie a obtenu une marge de crédit de 200 M\$ auprès d'une banque à charte canadienne.

c) Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des facteurs du marché, qui peuvent être classés dans trois catégories : le risque de change, le risque de taux d'intérêt (compte tenu de l'inflation) et le risque lié aux marchés boursiers.

i) Risque de change

Le risque de change réside dans le fait que les activités de la Compagnie et les instruments financiers qu'elle détient sont libellés en diverses devises. En ce qui concerne l'actif couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement qui n'est pas libellé dans la même devise, les fluctuations des taux de change peuvent exposer la Compagnie au risque que les pertes de change ne soient pas contrebalancées par des diminutions du passif. La Compagnie détient des investissements nets dans des établissements à l'étranger. De plus, les dettes de la Compagnie sont principalement libellées en dollars canadiens. En vertu des IFRS, les profits et les pertes de change liés à l'investissement net dans des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture et de l'incidence fiscale connexes, sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du bénéfice global. Le raffermissement ou l'affaiblissement du taux de change au comptant du dollar canadien par rapport à celui du dollar américain, de la livre sterling et de l'euro a une incidence sur le total du capital social et du surplus de la Compagnie. Par conséquent, la valeur comptable par action et le ratio des capitaux propres de la Compagnie surveillés par les agences de notation en subissent également l'incidence.

- Un affaiblissement de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait normalement par une augmentation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'un montant semblable à la variation de l'actif qui les couvre, ce qui donnerait lieu à une variation négligeable du bénéfice net. Un raffermissement de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait normalement par une diminution des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'un montant semblable à la variation de l'actif qui les couvre, ce qui donnerait lieu à une variation négligeable du bénéfice net.

ii) Risque de taux d'intérêt

Il existe un risque de taux d'intérêt lorsqu'il n'y a pas appariement parfait entre les flux de trésorerie de l'actif et du passif et que les taux d'intérêt fluctuent, ce qui entraîne un écart de valeur entre l'actif et le passif.

Les flux de trésorerie projetés des actifs et des passifs courants sont utilisés dans la méthode du report variable pour l'établissement des passifs relatifs aux contrats d'assurance. Des hypothèses actuarielles ont été établies relativement aux taux de rendement de l'actif qui les couvre, aux titres à revenu fixe, aux capitaux propres et à l'inflation. Ces hypothèses reposent sur les meilleures estimations des taux de réinvestissement futurs et de l'inflation (en supposant qu'il y ait corrélation), et incluent des marges servant à couvrir les écarts défavorables, déterminées conformément aux normes de la profession. Ces marges sont nécessaires, car elles représentent les possibilités de mauvaise estimation ou de détérioration future des meilleures estimations et donnent une assurance raisonnable que les passifs relatifs aux contrats d'assurance couvrent diverses éventualités. Les marges sont révisées régulièrement afin de vérifier leur pertinence.

Le risque de réinvestissement est évalué au moyen de plusieurs scénarios de taux d'intérêt (qui prévoient tour à tour l'augmentation et la diminution des taux).

Une façon de mesurer le risque de taux d'intérêt associé à ces hypothèses consiste à déterminer l'incidence d'une modification parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ayant une incidence sur le bénéfice attribuable aux actionnaires de la Compagnie. Ces variations de taux d'intérêt auraient une incidence sur les flux de trésorerie projetés.

- L'incidence d'une augmentation parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement correspondrait à une diminution d'environ 152 \$ de ces passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, laquelle entraînerait une augmentation d'environ 105 \$ du bénéfice net.
- L'incidence d'une diminution parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement correspondrait à une hausse d'environ 707 \$ de ces passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, laquelle entraînerait une diminution d'environ 501 \$ du bénéfice net.

En outre, dans l'éventualité où la courbe de rendement persisterait pour une période prolongée, la portée des scénarios envisagés pourrait varier. L'incidence d'une diminution ou d'une augmentation parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement se prolongeant sur une année serait minime en ce qui a trait aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement.

iii) Risque lié aux marchés boursiers

Le risque lié aux marchés boursiers correspond à l'incertitude liée à l'évaluation des actifs découlant des fluctuations des marchés boursiers. Afin d'atténuer le risque de prix, la politique de placement de la Compagnie prévoit le recours à des investissements prudents dans les marchés boursiers, selon des limites clairement définies. Le risque associé aux garanties liées aux fonds distincts a été atténué au moyen d'un programme de couverture des prestations minimales viagères garanties à la sortie, lequel prévoit l'utilisation de contrats à terme standardisés sur actions, de contrats à terme de gré à gré sur devises et d'instruments dérivés sur taux. En ce qui a trait aux polices liées aux garanties relatives aux fonds distincts, la Compagnie calcule généralement les passifs relatifs aux contrats d'assurance selon un niveau d'espérance conditionnelle unilatérale 75 (ECU 75).

Certains passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sont soutenus par des immeubles de placement, des actions ordinaires et des titres de capitaux propres non cotés en Bourse, notamment des produits de fonds distincts et des produits aux flux de trésorerie à durée indéterminée. Ces passifs fluctuent généralement en fonction des valeurs des marchés boursiers. Leur montant pourrait donc varier en conséquence. Une remontée de 10 % des marchés boursiers donnerait lieu à une diminution supplémentaire des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'environ 22 \$, entraînant à son tour une augmentation du bénéfice net d'environ 17 \$. Un recul de 10 % des marchés boursiers entraînerait une augmentation supplémentaire des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'environ 74 \$, entraînant à son tour une diminution du bénéfice net d'environ 56 \$.

Les hypothèses les plus probables liées au rendement des actions se fondent principalement sur les moyennes historiques à long terme. Des changements sur le marché actuel pourraient donner lieu à des modifications de ces hypothèses et auraient une incidence sur les flux de trésorerie de l'actif et du passif. L'incidence d'une augmentation de 1 % des hypothèses les plus probables se traduirait par une diminution d'environ 437 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance sans participation, entraînant à son tour une augmentation du bénéfice net d'environ 334 \$. L'incidence d'une diminution de 1 % des hypothèses les plus probables se traduirait par une augmentation d'environ 485 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance sans participation, entraînant à son tour une diminution du bénéfice net d'environ 367 \$.

Mise en garde au sujet des sensibilités au risque

Le présent document contient des estimations de sensibilité et de mesures d'exposition relatives à certains risques, y compris la sensibilité à des fluctuations précises des taux d'intérêt projetés et des cours de marché à la date d'évaluation. Les résultats réels peuvent être sensiblement différents de ces estimations, notamment en raison :

- de l'évaluation des circonstances donnant lieu au scénario qui pourrait entraîner des changements aux approches d'investissement et de réinvestissement et aux scénarios de taux d'intérêt pris en compte;
- des changements apportés aux hypothèses actuarielles et aux hypothèses sur le rendement des investissements et les activités d'investissement futures;
- des résultats réels, qui pourraient être sensiblement différents des résultats prévus aux hypothèses;
- des changements apportés à la répartition des activités, aux taux d'imposition effectifs et à d'autres facteurs liés au marché;
- des interactions entre ces facteurs et les hypothèses lorsque plusieurs viennent à changer;
- des limites générales de nos modèles internes.

Pour ces raisons, les sensibilités énoncées devraient être considérées uniquement comme des estimations indicatives quant à la sensibilité sous-jacente de chacun des facteurs en fonction des hypothèses émises ci-dessus. Étant donné la nature de ces calculs, la Compagnie ne peut en aucun cas garantir que l'incidence réelle sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires correspondra à celle qui est indiquée.

5. Fonds distincts pour le risque lié aux porteurs de parts

a) Actif net consolidé des fonds distincts

	30 septembre 2012	31 décembre 2011
Obligations	23 537 \$	21 594 \$
Prêts hypothécaires	2 352	2 303
Actions	66 816	63 885
Immeubles de placement	5 925	5 457
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 810	5 334
Produits à recevoir	270	287
Autres passifs	(2 184)	(2 278)
	101 526 \$	96 582 \$

b) Évolution de l'actif net consolidé des fonds distincts

	Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2012	2011
Actif net des fonds distincts au début	96 582 \$	94 827 \$
Ajouter (déduire) :		
Dépôts des titulaires de police	9 531	9 856
Produits de placement nets	504	226
Profits (pertes) en capital réalisés sur les placements	968	476
Profits (pertes) en capital latents sur les placements	3 566	(5 455)
Profits (pertes) latents attribuables aux fluctuations des taux de change	(1 081)	2 140
Retraits des titulaires de police	(8 543)	(8 031)
Virement du (au) fonds général, montant net	(1)	14
	4 944	(774)
Actif net des fonds distincts à la fin	101 526 \$	94 053 \$

6. Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement

	30 septembre 2012		
	Montant brut	Montant cédé	Montant net
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	117 891 \$	1 846 \$	116 045 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	759	-	759
	118 650 \$	1 846 \$	116 804 \$

	31 décembre 2011		
	Montant brut	Montant cédé	Montant net
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	114 730 \$	2 061 \$	112 669 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	782	-	782
	115 512 \$	2 061 \$	113 451 \$

7. Charges financières

Les charges financières s'établissent comme suit :

	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Charges opérationnelles :				
Intérêts sur les marges de crédit à l'exploitation et les instruments d'emprunt à court terme	1 \$	1 \$	3 \$	3 \$
Charges financières :				
Intérêts sur les débetures à long terme et les autres instruments d'emprunt	58	58	174	174
Frais d'émission de débetures subordonnées	-	-	1	1
Intérêts sur les titres de fiducies de capital, montant net	5	8	21	24
Autres	6	5	15	14
	69	71	211	213
	70 \$	72 \$	214 \$	216 \$

Événement postérieur

Le 18 octobre 2012, la Compagnie a renouvelé, pour une durée de trois ans, une facilité d'emprunt à terme non renouvelable d'un montant de 304 \$ US de Putnam LLC, garantie par Lifeco.

8. Titres de fiducies de capital

Le 29 juin 2012, la Fiducie de capital Canada-Vie, fiducie constituée par la Canada-Vie, a racheté, à la valeur nominale, la totalité de ses titres de série A en circulation (CLiCS), d'un montant en capital de 300 \$. Auparavant, Lifeco détenait un montant de 122 \$ de ces CLiCS à titre de placements à long terme.

Le 14 septembre 2012, la Fiducie de capital Great-West, fiducie constituée par la Great-West, a annoncé qu'elle a l'intention de racheter, à la valeur nominale, la totalité des titres de série A en circulation de la Fiducie de capital Great-West, d'un montant en capital de 350 \$. Le rachat devrait être effectué le 31 décembre 2012.

9. Capital social

a) Actions privilégiées

Le 22 février 2012, la Compagnie a émis 10 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,40 %, série P, au prix de 25,00 \$ par action. Les actions sont rachetables au gré de la Compagnie à compter du 31 mars 2017 au prix de 25,00 \$ par action, montant majoré d'une prime si les actions sont rachetées avant le 31 mars 2021, plus, dans chaque cas, tous les dividendes déclarés et impayés jusqu'à la date prévue du rachat, exclusivement. Des coûts de transaction d'un montant de 7 \$ (5 \$ après impôt) relativement à l'émission des actions privilégiées ont été imputés au surplus cumulé.

Le 6 juillet 2012, la Compagnie a émis 8 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,15 %, série Q, au prix de 25,00 \$ par action. Les actions sont rachetables au gré de la Compagnie à compter du 30 septembre 2017 au prix de 25,00 \$ par action, montant majoré d'une prime si les actions sont rachetées avant le 30 septembre 2021, plus, dans chaque cas, les dividendes déclarés et impayés jusqu'à la date prévue du rachat, exclusivement. Les coûts de transaction d'un montant de 6 \$ (4 \$ après impôt) engagés relativement à l'émission des actions privilégiées ont été imputés au surplus cumulé.

Événement postérieur

Le 11 octobre 2012, la Compagnie a émis 8 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 4,80 %, série R, au prix de 25,00 \$ par action. Les actions sont rachetables au gré de la Compagnie à compter du 31 décembre 2017 au prix de 25,00 \$ par action, montant majoré d'une prime si les actions sont rachetées avant le 31 décembre 2021, plus, dans chaque cas, les dividendes déclarés et impayés jusqu'à la date prévue du rachat, exclusivement. Les coûts de transaction d'un montant de 6 \$ (4 \$ après impôt) engagés relativement à l'émission des actions privilégiées seront imputés au surplus cumulé.

b) Actions ordinaires

Émises et en circulation

	30 septembre 2012		31 décembre 2011	
	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable
Actions ordinaires :				
Solde au début	949 764 141	5 828 \$	948 458 395	5 802 \$
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions (exercées)	150 299	4	1 305 746	26
Solde à la fin	949 914 440	5 832 \$	949 764 141	5 828 \$

10. Gestion du capital

Au niveau de la société de portefeuille, la Compagnie surveille le montant du capital consolidé disponible et les montants attribués dans ses diverses filiales en exploitation. Le montant du capital attribué dans une société ou dans un pays en particulier dépend des exigences réglementaires locales ainsi que de l'évaluation interne des exigences en capital de la Compagnie dans le contexte de ses risques opérationnels, de ses exigences d'exploitation et de ses plans stratégiques.

Puisque les fonds ne sont pas toujours disponibles au même moment que les engagements, des déséquilibres peuvent survenir lorsque les fonds requis excèdent les fonds disponibles. De plus, des fonds peuvent être requis pour que la Compagnie puisse tirer profit des occasions de placement actuelles. Ces fonds peuvent être obtenus, par exemple, au moyen d'un financement bancaire ou d'une émission de débentures et de titres de capitaux propres.

La Compagnie a pour politique de maintenir la capitalisation de ses filiales en exploitation réglementées à un niveau qui excède les exigences en capital réglementaires minimales appropriées dans les territoires où les filiales exercent leurs activités.

La structure du capital de la Compagnie et de ses filiales en exploitation tiendra également compte des opinions exprimées par diverses agences de notation qui fournissent des cotes de santé financière et d'autres cotes à la Compagnie.

Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le BSIF) a défini une norme de mesure de suffisance du capital des compagnies d'assurance-vie constituées en personnes morales en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et de leurs filiales. Il s'agit du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (le MPRCE).

La ligne directrice sur le MPRCE du BSIF définit le capital aux fins de la réglementation canadienne à l'égard de la communication d'information. Le tableau qui suit présente le ratio du MPRCE et l'information connexe à l'égard de la Great-West :

	30 septembre 2012	31 décembre 2011
Capital disponible :		
Capital de première catégorie ajusté, montant net	8 246 \$	7 918 \$
Capital de deuxième catégorie, montant net	1 687	1 698
Total du capital disponible	9 933 \$	9 616 \$
Capital requis :		
Total du capital requis	4 944 \$	4 709 \$
Ratio du MPRCE :		
Capital de première catégorie	167 %	168 %
Total	201 %	204 %

L'adoption des IFRS au 1^{er} janvier 2011 a donné lieu à une diminution de 636 \$ du total du capital disponible sur une base graduelle. Cette incidence se fera progressivement sur huit trimestres à compter du 31 mars 2011, conformément aux lignes directrices du BSIF sur la transition aux IFRS.

Au 31 décembre 2011, la Compagnie maintenait sa capitalisation à un niveau conforme aux exigences réglementaires minimales locales dans chacun des territoires d'activité de ses établissements à l'étranger.

11. Paiements fondés sur des actions

Aucune option n'a été attribuée dans le cadre du régime d'options sur actions de la Compagnie au cours du troisième ou du deuxième trimestres de 2012, et 2 138 100 options ont été attribuées au cours du premier trimestre de 2012 (1 666 100 options attribuées pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 était de 3,17 \$ par option (4,39 \$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011). Une charge de rémunération de 4 \$ après impôt a été comptabilisée dans les comptes consolidés de résultat pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 (2 \$ après impôt pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011).

12. Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Le coût total des prestations inclus dans les charges opérationnelles se présente comme suit :

	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Prestations de retraite	29 \$	17 \$	85 \$	63 \$
Autres avantages postérieurs à l'emploi	5	4	14	13
	34 \$	21 \$	99 \$	76 \$

13. Bénéfice par action ordinaire

Le tableau qui suit permet de rapprocher le bénéfice de base par action ordinaire et le bénéfice dilué par action ordinaire :

	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Bénéfice				
Bénéfice net	550 \$	481 \$	1 545 \$	1 470 \$
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées perpétuelles	(30)	(24)	(83)	(72)
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	520	457	1 462	1 398
Titres de fiducies de capital	2	3	7	7
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires – dilué	522 \$	460 \$	1 469 \$	1 405 \$
Nombre d'actions ordinaires				
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation	949 842 636	949 563 859	949 813 411	949 209 257
Ajouter :				
– Parts de fiducies de capital	11 281 403	11 838 284	11 281 403	11 838 284
– Exercice potentiel d'options sur actions en cours	226 118	465 142	265 489	684 763
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué	961 350 157	961 867 285	961 360 303	961 732 304
Bénéfice de base par action ordinaire	0,547 \$	0,481 \$	1,539 \$	1,473 \$
Bénéfice dilué par action ordinaire	0,543 \$	0,478 \$	1,529 \$	1,461 \$
Dividendes par action ordinaire	0,3075 \$	0,3075 \$	0,9225 \$	0,9225 \$

14. Impôt sur le résultat

a) Charge d'impôt

La charge d'impôt se compose de ce qui suit :

	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Impôt exigible	127 \$	41 \$	197 \$	313 \$
Impôt différé	14	13	73	(29)
	141 \$	54 \$	270 \$	284 \$

b) Taux d'imposition effectif

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, le taux d'imposition effectif global de Lifeco était de 14 %, comparativement à 17 % pour l'ensemble de l'exercice 2011 et à 16 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011. Le taux d'imposition effectif pour l'ensemble de l'exercice 2011 tient compte des avantages fiscaux liés aux produits de placement non imposables et aux taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers. L'incidence des réductions des taux d'imposition prévus par la loi, essentiellement pour l'exploitation européenne, et l'incidence de l'ajustement lié à l'impôt différé en ce qui concerne les passifs relatifs aux contrats d'assurance ont également réduit le taux d'imposition effectif.

Le taux d'imposition effectif global pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 tient compte des avantages fiscaux liés aux produits de placement non imposables et aux taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers. L'incidence des réductions des taux d'imposition prévus par la loi pour l'exploitation européenne et l'incidence de la variation des taux d'imposition sur l'ajustement lié à l'impôt différé en ce qui concerne les passifs relatifs aux contrats d'assurance contribuent également à la baisse du taux d'imposition effectif. Ces réductions du taux d'imposition effectif sont partiellement contrebalancées par les augmentations des taux d'imposition futurs appliqués aux différences temporelles dans le secteur de l'exploitation canadienne de la Compagnie.

De plus, plusieurs des filiales de la Compagnie ont conclu une entente de vérification avec l'Agence du revenu du Canada (l'ARC). L'entente règle plusieurs questions en suspens, dont la fixation des prix de transfert ainsi que d'autres questions liées à la fiscalité internationale pour les exercices d'imposition 2004 à 2011. La Compagnie détenait des provisions au titre des positions fiscales incertaines pour ces éléments qui, après reprise, ont donné lieu à une incidence positive de 47 \$ sur le bénéfice pour le deuxième trimestre de 2012, soit 22 \$ pour l'exploitation canadienne et 25 \$ pour l'exploitation européenne. Le taux d'imposition effectif de la Compagnie pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 a été réduit de 2 % aux termes des dispositions de l'entente de vérification.

c) Actif d'impôt différé

Un actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où la réalisation des avantages d'impôt connexes par le truchement des bénéfices imposables futurs est plus probable qu'improbable.

La comptabilisation se fonde sur le fait qu'il est plus probable qu'improbable que l'entité enregistrera des bénéfices imposables suffisants ou qu'elle pourra tirer parti d'occasions de planification fiscale qui se sont manifestées, afin de pouvoir utiliser les actifs d'impôt différé. Des changements de circonstances au cours de périodes futures pourraient avoir des répercussions défavorables sur l'appréciation du caractère recouvrable des actifs. L'incertitude quant à la recouvrabilité est prise en compte au moment de déterminer les actifs d'impôt différé. De plus, le processus annuel de planification financière de la Compagnie constitue un point de départ important pour l'évaluation des actifs d'impôt différé.

L'actif d'impôt différé comporte des soldes qui sont tributaires des bénéfices imposables futurs. Or, des entités pertinentes ont subi des pertes soit durant l'exercice en cours, soit à l'exercice précédent. Le total de l'actif d'impôt différé pour les entités visées les plus importantes était de 1 095 \$ au 30 septembre 2012 (1 110 \$ au 31 décembre 2011).

15. Provisions liées à des poursuites judiciaires et passifs éventuels (faits nouveaux depuis le rapport annuel daté du 31 décembre 2011)

Le 24 mai 2012, la Cour suprême du Canada a rejeté la demande d'autorisation d'appel du demandeur de la décision du 3 novembre 2011 rendue par la Cour d'appel de l'Ontario et portant sur l'utilisation des comptes de participation de la London Life et de la Great-West, des filiales de Lifeco, pour le financement de l'acquisition du Groupe d'assurances London Inc., en 1997. En vertu de la décision de la Cour d'appel, les parties doivent revoir le juge de première instance afin de régler les questions toujours en suspens.

Le 17 octobre 2012, une filiale de la Compagnie a reçu de la Massachusetts Securities Division une plainte administrative relativement au rôle de cette société à titre de gestionnaire de garanties à l'égard de deux titres garantis par des créances. La plainte vise à obtenir réparation, entre autres concernant la remise de sommes, une amende administrative civile et une ordonnance de cesser et de s'abstenir. En outre, cette même filiale est défenderesse dans deux poursuites civiles engagées par des institutions parties à ces titres garantis par des créances. Selon l'information connue à l'heure actuelle, la Compagnie est d'avis que ces litiges sont sans fondement. Il est impossible pour l'instant d'en déterminer l'issue potentielle.

16. Information sectorielle

Bénéfice net consolidé

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2012

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits :					
Primes reçues	2 397 \$	879 \$	1 664 \$	– \$	4 940 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	664	332	433	(4)	1 425
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	493	244	814	–	1 551
Total des produits de placement nets	1 157	576	1 247	(4)	2 976
Honoraires et autres produits	271	304	145	–	720
Total des produits	3 825	1 759	3 056	(4)	8 636
Prestations et charges :					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de police	2 733	1 246	2 628	–	6 607
Autres	629	340	192	7	1 168
Charges financières	31	34	5	–	70
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	11	11	3	–	25
Bénéfice avant impôt	421	128	228	(11)	766
Impôt sur le résultat	66	38	40	(3)	141
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	355	90	188	(8)	625
Participations ne donnant pas le contrôle	73	(1)	3	–	75
Bénéfice net	282	91	185	(8)	550
Dividendes – détenteurs d’actions privilégiées perpétuelles	21	–	6	3	30
Bénéfice net avant la répartition du capital	261	91	179	(11)	520
Incidence de la répartition du capital	20	(4)	(14)	(2)	–
Bénéfice net – détenteurs d’actions ordinaires	281 \$	87 \$	165 \$	(13) \$	520 \$

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2011

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits :					
Primes reçues	2 229 \$	952 \$	1 211 \$	– \$	4 392 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	535	324	465	6	1 330
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	824	304	952	–	2 080
Total des produits de placement nets	1 359	628	1 417	6	3 410
Honoraires et autres produits	269	296	139	–	704
Total des produits	3 857	1 876	2 767	6	8 506
Prestations et charges :					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de police	2 950	1 433	2 443	–	6 826
Autres	579	311	148	3	1 041
Charges financières	34	33	5	–	72
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	10	11	3	–	24
Bénéfice avant impôt	284	88	168	3	543
Impôt sur le résultat	47	11	(5)	1	54
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	237	77	173	2	489
Participations ne donnant pas le contrôle	3	–	5	–	8
Bénéfice net	234	77	168	2	481
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées perpétuelles	18	–	6	–	24
Bénéfice net avant la répartition du capital	216	77	162	2	457
Incidence de la répartition du capital	19	(2)	(14)	(3)	–
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	235 \$	75 \$	148 \$	(1) \$	457 \$

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits :					
Primes reçues	7 113 \$	2 406 \$	4 474 \$	– \$	13 993 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	1 939	983	1 373	(3)	4 292
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	755	442	1 264	–	2 461
Total des produits de placement nets	2 694	1 425	2 637	(3)	6 753
Honoraires et autres produits	818	912	448	–	2 178
Total des produits	10 625	4 743	7 559	(3)	22 924
Prestations et charges :					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de police	7 599	3 274	6 456	–	17 329
Autres	1 912	1 003	482	17	3 414
Charges financières	99	101	14	–	214
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	33	38	8	–	79
Bénéfice avant impôt	982	327	599	(20)	1 888
Impôt sur le résultat	143	69	63	(5)	270
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	839	258	536	(15)	1 618
Participations ne donnant pas le contrôle	63	(1)	11	–	73
Bénéfice net	776	259	525	(15)	1 545
Dividendes – détenteurs d’actions privilégiées perpétuelles	58	–	17	8	83
Bénéfice net avant la répartition du capital	718	259	508	(23)	1 462
Incidence de la répartition du capital	59	(11)	(42)	(6)	–
Bénéfice net – détenteurs d’actions ordinaires	777 \$	248 \$	466 \$	(29) \$	1 462 \$

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits :					
Primes reçues	6 861 \$	2 306 \$	3 792 \$	– \$	12 959 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	1 769	980	1 412	12	4 173
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	1 075	461	1 064	–	2 600
Total des produits de placement nets	2 844	1 441	2 476	12	6 773
Honoraires et autres produits	822	928	413	–	2 163
Total des produits	10 527	4 675	6 681	12	21 895
Prestations et charges :					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de police	7 716	3 273	5 714	–	16 703
Autres	1 792	897	429	17	3 135
Charges financières	102	100	14	–	216
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	31	34	7	–	72
Bénéfice avant impôt	886	371	517	(5)	1 769
Impôt sur le résultat	138	75	70	1	284
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	748	296	447	(6)	1 485
Participations ne donnant pas le contrôle	9	–	6	–	15
Bénéfice net	739	296	441	(6)	1 470
Dividendes – détenteurs d’actions privilégiées perpétuelles	55	–	17	–	72
Bénéfice net avant la répartition du capital	684	296	424	(6)	1 398
Incidence de la répartition du capital	58	(5)	(43)	(10)	–
Bénéfice net – détenteurs d’actions ordinaires	742 \$	291 \$	381 \$	(16) \$	1 398 \$

GREAT-WEST LIFECO^{INC.}

MEMBRE DU GROUPE DE SOCIÉTÉS DE LA CORPORATION FINANCIÈRE POWER^{MC}

Dans le but de réduire notre empreinte environnementale, le présent rapport a été imprimé sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council^{MD} et qui contient 30 % de fibres recyclées après consommation. Lorsque vous aurez terminé la lecture du présent rapport, veuillez le mettre au recyclage. Vous pouvez également télécharger sa version électronique en vous rendant à l'adresse www.greatwestlifeco.com.